

INPRECOR

Correspondance de presse internationale

Numéro 261
du 14 mars 1988

GRANDE-BRETAGNE
La grève chez Ford



BELGIQUE
Mutations
ouvrières et
combat socialiste

ETAT ESPAGNOL
La trêve

POLOGNE
Refondation du
Parti socialiste
polonais

NICARAGUA
Tragiquement seul

SENEGAL
La "démocratie"
musclée

15 FF - 4 FS - 85 FB



PALESTINE
Quatrième mois
de soulèvement

INPRECOR

Revue bimensuelle d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

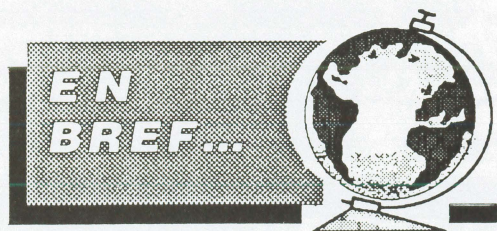
Éditée par Presse-Édition-Communication (PEC).

Administration : 2 rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Directeur de publication : Christian Lamotte. Commission paritaire numéro 59117, ISSN 1 0294 - 8516. Imprimé par Rotographie.

SOMMAIRE DU NUMERO 261 DU 14 MARS 1988

- 3 PALESTINE
Quatrième mois de soulèvement
Salah JABER
- 5 GRANDE-BRETAGNE
Défi à Thatcher
Harry SLOAN
- 8 La grève de Ford
Alan THORNETT
- 10 L'accord de chez Ford,
une trahison cynique
Alan THORNETT
- 11 BELGIQUE
Mutations ouvrières
et combat socialiste
Alain TONDEUR
- 16 ETAT ESPAGNOL
ETA propose une trêve
au gouvernement
COMBATE
- 19 POLOGNE
Refondation du PPS
Cyril SMUGA
- 21 Déclaration politique du Parti
socialiste polonais
DOCUMENT
- 22 Déclaration de principes d'actions
du Parti socialiste polonais
DOCUMENT
- 23 NICARAGUA
Tragiquement seul
Michel THEVENAZ
- 25 SENEGAL
La "démocratie" musclée
Interview de *Landing SAVANE*



- 27 UNION-SOVIETIQUE : Hippy-Hippy-
Hourra ! ; PEROU : Naissance de
l'Assemblée nationale populaire ;
ESPAGNE : Franco pas mort ! ;
AUSTRALIE : 200 ans ? Rien à célé-
brer...

INPRECOR ECONOMIQUE 1988

Le prochain numéro d'*Inprecor* sera entièrement consacré à la crise économique, un numéro spécial de 36 pages, 20 FF. Au sommaire : Récession à l'horizon, Ernest MANDEL ; La chute des matières premières, Claude GABRIEL ; Les nouveaux pièges de la dette du Tiers-monde, Charles André UDRY ; Auto, rail et profits, Winifried WOLF.

ATTENTION :

Nous vous rappelons que la collection brochée d'*Inprecor* 1987 est parue. Elle est en vente au prix de 120 FF (plus 22 FF de frais d'envoi).

Passez vos commandes !



ABONNEMENT 24 NUMEROS PAR AN

Nom - Prénom.....

Numéro et Rue.....

Commune

Code postal..... Pays.....

Abonnement ☐ Réabonnement ☐

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PEC", à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre, 153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.
Virements postaux à "PEC", compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris

- Abonnement tous pays (voie de surface) :
140 francs pour six mois ; 280 francs pour un an.
- Abonnement avion (Europe, Afrique du Nord, Moyen-Orient, DOM-TOM) :
155 francs pour six mois ; 310 francs pour un an.
- Abonnement avion (Afrique et Amériques) :
180 francs pour six mois ; 360 francs pour un an.
- Abonnement avion (Asie) :
195 francs pour six mois ; 390 francs pour un an.
- Pli fermé : France :
200 francs pour six mois, 405 francs pour un an.
- Autres pays (voie de surface) :
215 francs pour six mois, 430 francs pour un an.
- Pli fermé par avion : nous écrire.

Diffusé dans les librairies par Diffusion Populaire -
14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS - Tél : 45.32.06.23

Quatrième mois de soulèvement

C'EST AU SEUIL DU QUATRIÈME MOIS de soulèvement héroïque des Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza que le secrétaire d'Etat américain, George Shultz, a entamé sa nouvelle tournée au Proche-Orient. C'est donc en désespoir de cause quant à l'affaiblissement proche du mouvement de la jeunesse palestinienne que cette tournée est entreprise : en effet, le chef du Département d'Etat avait toutes les raisons d'attendre que le soulèvement prenne fin, avant de se rendre dans la région, ne serait-ce que par crainte que sa visite ne soit l'occasion d'une recrudescence de la révolte. Or celle-ci, près de trois mois après son déclenchement le 9 décembre dernier, semble avoir trouvé un souffle marathonien.

Salah JABER

LE SOULEVEMENT de la jeunesse arabe dans les territoires occupés par Israël depuis 1967, y compris le Golan syrien, confirme son allure de guérilla prolongée contre l'occupant. Une guérilla sans autre arme aux mains des guérilleros que ces cailloux, dont nombre de jeunes Palestiniens sont devenus experts en lancement, avec une précision digne du David de la Bible.

La plus forte des condamnations

Rien n'y fait : ni les balles en métal, ni les balles en caoutchouc, ni les passagés à tabac. Victimes de la rage meurtrière de soldats et colons israéliens, les morts et blessés palestiniens dont la liste, déjà longue, s'accroît implacablement chaque jour, sont autant d'incitations au rebondissement permanent de la révolte et autant de faits contribuant à jeter l'opprobre sur une entreprise coloniale et raciste qui a longtemps insulté la mémoire des victimes juives de la barbarie nazie, en s'en revendiquant à contresens. Et ce n'est point par effet de cette "haine de soi", que l'étroitesse d'esprit raciste des sionistes croit reconnaître en tout Juif qui réprouve leurs agissements, que l'on trouve aujourd'hui, parmi ceux qui s'indignent le plus sincèrement de la cruauté répressive des forces israéliennes, nombre d'hommes et de femmes beaucoup plus qualifiés pour représenter les victimes de l'Holocauste nazi qu'un Itzhak Shamir ou qu'un Itzhak Rabin.

Quelle condamnation des sionistes peut-elle être plus forte, plus tragique que cette réaction, parmi tant d'autres, rapportée de Jérusalem par John Kifner, correspondant du *New York Times* : "Lundi, dans une boutique chic, une vendeuse d'un cer-

tain âge déposa son sandwich à la lecture d'un article du Jérusalem Post, qui parlait d'un mur éclaboussé de sang dans un terrain vague de la ville de Ramallah, en Cisjordanie, où des soldats israéliens avaient emmené des Palestiniens pour les rouer de coups.

"Je ne peux plus manger mon sandwich", explosa-t-elle. "C'est comme ce qui était fait dans les camps. Je ne peux plus manger" (*International Herald Tribune* du 26 janvier 1988).

S'il est toutefois un parallèle à établir entre Israël et une autre situation, (au-delà des traits inévitablement communs de la brutalité répressive des systèmes d'oppression nationale, raciale ou sociale) ce n'est pas en fait avec l'Allemagne nazie qu'il doit l'être, en dépit des outrances verbales d'un Yasser Arafat affirmant récemment à l'ONU que les soldats israéliens "dépasse en cruauté les nazis" (*Le Monde* des 21-22 février 1988). L'exagération est ici telle qu'elle rend un bien mauvais service aux Palestiniens de l'intérieur, dont la lutte courageuse a attiré, en trois mois, plus de sympathie pour leur cause, que l'OLP en vingt ans.

Le miroir sud-africain

La ressemblance tout à fait réelle, qui se confirme d'année en année, est celle qui s'est instaurée entre Israël et l'Afrique du Sud, à tel point que même les grands médias américains, généralement favorables à Israël, soulignent cette analogie. Il ne s'agit plus de la présence d'un petite minorité de citoyens de seconde zone, en raison de leur religion, au sein de la démocratie élitiste israélienne, comme c'était le cas avant 1967. Ce dont il s'agit, aujourd'hui, c'est bien d'un véritable système d'apartheid subi par une population qui représente plus du tiers des résidents sous administration israélienne.

Aux divers traits de l'apartheid (ségrégation, déni des droits, restriction de la circulation, surexploitation, etc) reproduits par Israël à l'égard des Palestiniens, s'ajoute maintenant une ressemblance supplémentaire entre les deux Etats : la révolte de la jeunesse autochtone, en tant que trait durable de la situation. Au point que même un proche de Shimon Pérès, tel que l'universitaire Shlomo Avineri, affirmait récemment que si Israël conservait les territoires occupés en 1967, "les quinze prochaines années ressembleront plus aux dernières semaines", et qu'à ce train, en l'an 2 000, "nous nous regarderons dans le miroir et nous verrons l'Afrique du Sud" (cité par Glenn Frankel, *IHT*, 26 janvier 1988). Ou encore cette analogie établie par le sociologue israélien sioniste de gauche, Meron Benvenisti, dans l'hebdomadaire américain *Newsweek* du 25 janvier 1988 : "Pour comprendre le cadre de durée de cette guerre civile, il faut se rappeler que (...) le massacre de Sharpeville qui déclencha la confrontation violente entre Noirs et Blancs en Afrique du Sud eut lieu en 1960. C'est là qu'est le futur". Le titre de l'article de Benvenisti est on ne peut plus éloquent : "L'apocalypse now d'Israël".

Le mythe a du plomb dans l'aile

Le corollaire de la révolte prolongée des Palestiniens est que l'armée sioniste, à l'instar des forces armées sud-africaines, est de plus en plus orientée vers l'intérieur des frontières qu'elle contrôle. En plus de sa nature originelle d'armée d'expansion coloniale et d'intervention contre-révolutionnaire, *Tsahal*, la soi-disant armée de "défense", confirme son caractère acquis de force de répression intérieure, ne le cédant en rien aux pires corps spéciaux de gendarmerie, en dépit du fait qu'il s'agit d'une armée de conscription. Déjà omniprésente dans la politique et la société israéliennes, *Tsahal* en verra son rôle encore accru. Le mythe d'Israël, modèle d'Etat démocratique, est d'ores et déjà irrémédiablement atteint.

L'autre aspect d'Israël, réel celui-ci, que les dirigeants sionistes veulent préserver, c'est son caractère d'Etat "juif". Les sionistes éclairés, représentés aujourd'hui par Pérès, estiment que la survie à long terme de l'Etat sioniste nécessite la restauration de sa réputation démocratique, facteur important du soutien occidental dont Israël est totalement tributaire. Le seul moyen de le faire, tout en préservant le caractère "juif" de l'Etat, est de se débarrasser des zones fortement peuplées d'Arabes dans les territoires occupés en 1967. A la droite sioniste qui objecte, non sans arguments, que la sécurité d'Israël serait menacée en cas de retrait substantiel de ces territoires, les travaillistes donnent, depuis longtemps, des assurances : il n'est pas question de laisser les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza déterminer leur propre sort, ni d'abandonner le contrôle de ces territoires. Mais

ce dont il s'agit, c'est de transmettre à la police jordanienne le soin de contrôler les populations concernées et d'assurer le contrôle militaire des territoires par le maintien d'un dispositif de colonies et de bases militaires, notamment le long du Jourdain et de la mer Morte qui séparent la Cisjordanie de la Jordanie proprement dite.

Une vieille politique

Cette politique des travaillistes sionistes a été élaborée dès 1967, par son architecte, Yigal Allon ; mais ce n'est qu'après 1971 que ses conditions de crédibilité furent remplies, c'est-à-dire après que le roi Hussein de Jordanie ait pu écraser la Résistance palestinienne dans son royaume. A cette vision des choses s'est constamment opposée la politique formulée par Moshé Dayan, à la même époque : *"la vie en commun d'Israël et des Arabes n'est possible que sous l'égide du gouvernement d'Israël et des forces de défense d'Israël, sous l'autorité desquels les Arabes aussi pourront mener une vie normale (sic)"* (allocution prononcée à l'Université de Tel-Aviv, le 17 octobre 1972). La même politique est aujourd'hui défendue par la droite sioniste, et en particulier par le Likoud que dirige Shamir, l'actuel Premier ministre du "gouvernement d'union nationale". Pour le Likoud, l'avenir de la Cisjordanie et de Gaza ne saurait aller au-delà de leur maintien sous occupation israélienne, avec l'octroi d'une "autonomie" administrative à leurs populations arabes.

C'est ce dernier principe, enrobé d'ambiguïté quant à son caractère "transitoire", qui avait prévalu dans les accords de Camp David conclus en 1978 entre l'Egypte et Israël, sous l'égide américaine. Le Likoud, qui avait remporté les élections israéliennes l'année précédente, était alors au faite de sa puissance. Carter et Sadate ne pouvaient prendre le risque d'un échec du processus enclenché par la visite de ce dernier en Israël, en novembre 1977. D'où leur concession à Begin sur le sort de la Cisjordanie et de Gaza. En 1982, le "plan Reagan", proclamé à l'occasion du retrait négocié des combattants palestiniens de Beyrouth assiégés par l'armée israélienne, reprenait en fait les principes du plan Allon : *"Les Etats-Unis sont fermement convaincus que la meilleure chance de parvenir à une paix stable, durable et juste est d'instaurer un autogouvernement des Palestiniens de la rive occidentale du Jourdain et du secteur de Gaza, en association avec la Jordanie"* (discours du 1er septembre 1982).

Pour la mise en œuvre de cette "paix", l'administration américaine, ses alliés travaillistes israéliens et leur compère jordanien prévoient une "conférence internationale", en tant que cadre indispensable des négociations entre Israël et la Jordanie, cette dernière ne pouvant se permettre, vu la faiblesse de ses moyens, un processus de négociations directes avec l'Etat sioniste au grand jour, à la Sadate.

Le soulèvement récent des Palestiniens a convaincu, plus que jamais, les

travaillistes sionistes et l'administration Reagan du bien-fondé de leur conception commune. La nouvelle tournée de Shultz au Proche-Orient s'inscrit dans le cadre des efforts pour la promouvoir. Cependant, cette politique bute aujourd'hui principalement sur deux obstacles.

Le premier c'est l'opposition du Likoud que Shultz et Pères espèrent contourner à terme par une victoire électorale des travaillistes. Comme toutefois cette perspective ne se dessine pas encore, l'administration américaine essaye de parer au plus pressé en relançant, à titre provisoire, l'idée d'autonomie contenue dans les accords de Camp David, sans abandonner l'objectif de la conférence internationale. Shultz, qui apporte cette suggestion dans ses bagages, croit pouvoir ainsi amadouer à la fois Shamir et les Palestiniens.

Quelle représentation palestinienne ?

Le second est bien sûr, le problème de la représentation palestinienne. Si l'OLP apparaît de plus en plus comme "inconcevable" pour tout "règlement" de la question palestinienne, il n'en reste pas moins qu'elle demeure, en tant que telle, une interlocutrice inacceptable pour Washington et Pères, en l'absence d'une reconnaissance officielle de sa part du "droit" de l'Etat d'Israël à exister. Or cette reconnaissance signifierait, en l'état actuel des choses, un nouvel éclatement de l'OLP, déjà fort affaiblie par ses capitulations successives depuis 1982 (voir *Inprecor* numéro 243 du 25 mai 1987 et 244

du 8 juin 1987). C'est la dernière carte dont dispose encore la direction Arafat, qui hésite à l'abattre en l'absence de solides garanties quant au "règlement" proposé, en ce qui concerne la part qui lui est réservée. Elle a tout consenti, hormis cette dernière concession : l'OLP a déjà adopté officiellement le principe d'une "conférence internationale" sur laquelle Arafat a beaucoup insisté ces dernières semaines.

En d'autres termes, sur la lancée de sa politique substitutiste, l'OLP - au lieu de s'en tenir fermement au principe imprescriptible de l'autodétermination de la population des territoires concernés, c'est-à-dire la Cisjordanie et Gaza - se déclare prête à négocier le sort de ces territoires avec Israël et les grandes puissances. Il va sans dire que d'une telle "conférence internationale", il ne saurait résulter autre chose qu'un diktat visant à liquider la question palestinienne et à juguler le peuple palestinien.

La seule attitude digne des sacrifices consentis par les jeunes Palestiniens en lutte et fidèle à ce que ceux-ci ont exprimé nettement, est la revendication intransigeante du retrait total et inconditionnel de l'armée israélienne des territoires occupés en 1967 et l'autodétermination de la population de ces territoires, autodétermination partielle du peuple palestinien qui doit être complétée par son autodétermination intégrale qui passe par le démantèlement révolutionnaire judéo-arabe de l'Etat raciste sioniste et l'abolition de toute forme de discrimination sur le territoire de la Palestine. ■

25 février 1988.

Appel à l'aide internationale

Soutenez le peuple palestinien dans sa lutte contre l'occupation

Depuis le 9 décembre 1987, la population des territoires occupés affronte ouvertement les forces d'occupation.

Nous sommes témoins d'une véritable insurrection du peuple palestinien pour l'obtention de ses droits nationaux. Cette insurrection s'appuie sur une participation massive des travailleurs et des commerçants à la grève générale. Les forces d'occupation n'hésitent devant aucun moyen pour briser le mouvement : "politique de la matraque", tirs répétés sur les manifestants, ratissage de quartiers entiers, arrestation de milliers de personnes, "normalisation" de la torture.

A ce jour, les victimes de la répression se comptent par dizaines et les blessés par centaines, parmi eux de nombreux femmes et enfants.(...)

Le couvre-feu imposé sur des quartiers, des villages, des villes est devenu le principal moyen utilisé afin de briser la volonté de lutte de la population. (...)

Pour lutter contre la politique de couvre-feu et maintenir la grève, la population en lutte à un urgent besoin d'aide financière. Une campagne internationale est aujourd'hui nécessaire.

Des comités de lutte contre l'occupation se sont formés en plusieurs endroits d'Israël et développent de nombreuses activités de soutien à la population des territoires occupés : distribution de tracts dans les grandes villes israéliennes, quêtes de fonds, envois de convois de vivres et médicaments dans les camps de réfugiés, organisation de manifestations, publication des actes de brutalité commis par les forces d'occupation. Ces comités sont composés de militants juifs et arabes, n'appartenant à aucune organisation politique ainsi que de militants du mouvement "Les fils du village" (Bnei Hakfar) et de l'organisation la Ligue communiste révolutionnaire. Ces comités prennent sur eux de faire parvenir aux comités populaires qui organisent la lutte dans les territoires occupés, tous les fonds qui seront rassemblés.

Pour les comités de lutte contre l'occupation :

à Haïfa : MENDELZWEIG Rémy, 20a Sport ST 34574 HAIFA

à Tel-Aviv : WEKSLER Marcello, BP 26163 Tel-Aviv

Défi à Thatcher

LA DETERMINATION de Margaret Thatcher de mener une attaque brutale et tous azimuts contre le Service national de santé, (NHS- National Health Service) financé par les impôts pourrait bien faire le lit de la défaite du gouvernement conservateur. La résistance aux réductions budgétaires du gouvernement a déjà mobilisé des dizaines de milliers de travailleurs de la Santé dans des grèves et des manifestations, obligeant la Confédération syndicale (TUC) à convoquer pour le 5 mars, malgré ses réticences avouées, la première manifestation d'ampleur nationale depuis des années.

Harry SLOAN

En outre, les travailleurs des services de santé ont prévu d'organiser pour le 14 mars, veille du discours budgétaire annuel du Chancelier (ministre des Finances) Nigel Lawson, une grève massive soutenue par de nombreux autres secteurs suivant ainsi le mot d'ordre de la Confédération des employés des services de santé (COHSE), forte de 250 000 personnes.

Une grève populaire

La lutte pour défendre les grèves du NHS, soutenues par des millions de travailleurs britanniques, et les attaques de Thatcher contre ce service (dont on célèbre cette année le 40e anniversaire) a causé de sérieuses inquiétudes chez les conservateurs eux-mêmes.

Depuis l'automne dernier, les ministres ont dû affronter un tir de barrage hostile de la part des médias qui révèlent, avec force détails, les effets des restrictions financières prévues pour le NHS dans tout le pays. Les conservateurs cherchent à couper systématiquement le financement du NHS et maintenir à leur niveau chroniquement bas les salaires d'un million de travailleurs de la Santé, pour la plupart des femmes.

Une commission comprenant tous les groupes parlementaires vient juste de révéler que les dépenses gouvernementales pour le NHS ont pris un retard d'au moins 1,8 milliard de livres entre 1980 et 1987 sur l'accroissement des coûts. Pour l'année financière courante le manque est d'au moins 235 millions de livres. L'an prochain, les dépenses sont censées diminuer, en termes réels, de près de 400 millions de livres. Le résultat en est une crise croissante, avec des fermetures de lits, de services et même d'hôpitaux entiers, de lourdes réductions de salaires et d'emplois pour le personnel de service qui est le plus mal payé et des queues de plus en plus

longues de patients qui ne parviennent pas à se faire soigner.

Au cours des années 1979-1986, les ministres de Thatcher ont supprimé presque 19 000 lits d'hôpital. Ces suppressions ont été surtout importantes à Londres, où 6 500 lits ont été supprimés pendant la même période, soit 21% du total de 1979. Le rythme de ces suppressions s'accélère encore avec le resserrement financier actuel. En 4 ans, de 1982 à 1986, Londres a perdu 4 563 lits pour urgences. En 1987 seulement ce sont encore 1 400 lits qui y ont été supprimés, sur un total national de 3 500 suppressions.

La crise frappe dans tout le pays. L'un des exemples les plus choquants a été celui, révélé par la presse, de l'hôpital d'enfants de Birmingham, qui dessert une zone de 5 millions d'habitants dans l'immense région des Midlands-Ouest, mais ne compte que 7 lits pour la réanimation et ne peut en utiliser que 4 ou 5 à la fois à cause du manque de personnel infirmier qualifié. Ce manque de lits en réanimation a entraîné un formidable arriéré de plus de 100 enfants ayant besoin d'une intervention de chirurgie cardiaque urgente mais qui sont forcés d'attendre des semaines ou des mois, leur opération étant souvent annulée au dernier moment. L'opération d'un de ces enfants, qui mou-

rut finalement, avait été remise à cinq reprises par manque de lit disponible en réanimation. Au moment où cet article est écrit, l'hôpital a annoncé qu'il ne pouvait plus prendre d'urgences cardiaques et qu'il enverrait les enfants très malades à Londres ou à Liverpool pour leur traitement.

Il n'y a pas que les grandes villes à être touchées : la région rurale du Shropshire (à la frontière du pays de Galles) a connu la fermeture de 5 hôpitaux et des meetings massifs de résistance mobilisant jusqu'à 1 000 personnes dans certaines petites localités.

Des exemples effrayants et très nombreux de cette crise, au niveau local, ont contribué à susciter la colère dans l'opinion publique et ont nourri une nouvelle combativité chez les travailleurs de la santé, qui s'est étendue aux 500 000 membres du personnel infirmier habituellement plus conservateur, et qui, pour la première fois a pris la tête du défi lancé à la politique gouvernementale.

Echec à Maggie

Les infirmières ont commencé à entrer en action à l'automne dernier. Octobre et novembre ont vu une grève de 7 semaines des heures supplémentaires et une grève du zèle de 600 infirmières d'Edimbourg, qui non seulement ont obtenu satisfaction avec 60 embauches supplémentaires à l'hôpital psychiatrique mais ont remis la lutte à l'ordre du jour pour les travailleurs de la santé.

Pendant la même période, les infirmières et les médecins débutants ont organisé des marches massives et fait pression sur les autorités de la Santé dans l'Est de Londres pour rejeter la fermeture d'une importante unité médicale. En novembre, toutes les catégories de personnel ont observé une grève d'une journée contre la menace de fermeture de 4 des plus importants hôpitaux du district de Londres-Riverside. Les travailleurs de la santé et ceux qui les soutiennent dans tous le pays mobilisent alors des centaines de partisans pour faire pression sur les autorités locales du NHS contre la suppression de lits et la réduction des services qui leur étaient imposées par les réductions monétaires du gouvernement.

Même le Collège royal des infirmières (RUC), organisme conservateur, qui se prétend être un syndicat mais a une stricte politique de "non-grève", a commencé à





protester y compris par des réunions sur le temps de travail rassemblant jusqu'à 300 infirmières à la fois dans l'Hôpital géant de Saint Thomas (en face du Parlement) où 137 lits d'urgences (20%) avaient été supprimés.

Les médecins aussi

La profession médicale qui, normalement soutient les conservateurs s'est, elle aussi, élevée contre la politique de restriction du financement du NHS. L'Association médicale britannique a porté de violentes critiques et les directions des trois plus prestigieuses facultés de médecine ont même écrit une Lettre ouverte à Margaret Thatcher.

Une pétition de médecins, lancée au départ par les associations de défense comme la *London Health Emergency* et *Hospital Alert*, a récolté 1 200 signatures dans 160 hôpitaux du pays en quelques semaines seulement, parmi les signataires plus de 550 médecins consultants et 20 professeurs. Elle a été présentée à Thatcher, avec un grand tam-tam journalistique, par un groupe de 5 consultants, dont l'un avait été quelques mois seulement auparavant candidat conservateur aux élections sur une plate-forme qui reprenait à son compte la déclaration de Thatcher selon laquelle le NHS était "en sécurité entre nos mains" !

Il ne fait guère de doute que la profondeur et le rythme de la lutte contre les réductions du NHS ont surpris le cabinet Thatcher. D'autres attaques aussi dures, en particulier sur les paiements de la Sécurité sociale (qui doivent prendre effet le 1er avril) et sur le système d'enseignement, sont passées sans encombre au Parlement, avec l'estampille de la puissante

majorité conservatrice. Pris au dépourvu, les conservateurs ont d'abord eu des attitudes politiques contradictoires. D'un côté ils essayaient de s'appuyer sur les infirmières les plus conservatrices, faisant allusion à des augmentations de salaires possibles à travers un projet de "restructuration", et en même temps les ministres faisaient monter la colère en suggérant que le coût de la refonte des salaires des infirmières serait largement couvert par l'amputation des sommes actuellement consacrées aux indemnités pour le travail de nuit et autres services spéciaux. Cela pouvait entraîner des réductions sur la feuille de paie de certaines infirmières atteignant jusqu'à 40 livres par semaine (le salaire de base des infirmières diplômées est inférieur à 8 000 livres par an, avant impôts).

Qui va financer le NHS ?

Une autre contradiction portait sur le financement. La ligne des conservateurs lors de la campagne électorale de juin dernier et jusqu'à cet hiver, a été de citer des statistiques partielles et falsifiées pour "prouver" qu'il n'y avait pas de crise financière, que le NHS se portait au mieux et "qu'il n'y avait pas de réduction". Mais quelques jours après la présentation de la pétition des médecins au Premier ministre, le gouvernement annonçait soudain que 100 millions de livres supplémentaires seraient attribués au NHS pour l'année financière en cours, dont 70 millions représentant un nouvel apport d'argent pour les autorités locales des services de santé. Ce nouvel apport était loin d'atteindre les 170 millions de livres nécessaires à la couverture des salaires et des coûts de l'inflation, pour cette année seulement, et

n'atténua pas la colère des travailleurs de ce secteur, celle des médecins ou des associations de défense.

Cela représentait plutôt un recul sous la pression du mouvement, qui encouragea les militants à persévérer pour obtenir davantage. Même les partisans les plus fermes de Thatcher se mirent à réclamer 2,5 milliards supplémentaires pour remettre à flot le NHS, soulignant que c'est là l'équivalent de seulement 2% de l'impôt sur le revenu, taux de la baisse des impôts que le Chancelier Lawson se vante de proposer dans son budget du 15 mars.

La grève du Nouvel An

La situation est restée au point d'ébullition pendant la période des vacances, faisant la une des journaux jusqu'au premier de l'An, date à laquelle une grève de protestation de 24 heures, largement couverte par la presse, de 37 infirmières de nuit de Manchester a ouvert une nouvelle phase du combat.

Les infirmières, organisées par le Syndicat national des employés des services publics (NUPE), manifestèrent alors pour s'opposer aux attaques des conservateurs contre le paiement des primes spéciales. Leur action devint une affaire nationale et eut des effets immédiats.

En quelques jours, le ministre de la Santé, Tony Newton, fut obligé de retirer son plan de suppression des primes spéciales. Dans le même temps, les infirmières des hôpitaux de Londres, d'Ecosse et d'autres régions du pays commencèrent à s'organiser pour suivre l'exemple de Manchester et se mettre en grève, cette fois pour montrer leur rejet des réductions du NHS.

A Londres, où un rassemblement syndical (soutenu par le COHSE et le Syndicat des techniciens et celui du personnel administratif) avait déjà été appelé et largement popularisé par le *London Health Emergency* pour le 3 février, les décisions de grèves tendaient à se concentrer sur cette date. Quelques hôpitaux varièrent sur la date. L'hôpital psychiatrique géant de Maudsley dans le sud de Londres commença sa grève de 24 heures le 2 février, tandis qu'à Ealing, à l'Ouest de Londres, une journée d'action, soutenue par les conducteurs de bus locaux, eu lieu le 4 février et connut un grand succès.

Le mouvement en faveur de la grève fut une véritable trainée de poudre issue de la colère de la base, sans direction politique particulière. Beaucoup d'infirmières qui exigèrent des réunions dans des syndicats de branche auparavant inactifs, prononcèrent des discours combatifs, et poussèrent à l'adoption de votes en faveur de l'action de grève, elles-mêmes venant juste de devenir membres actifs de leur syndicat. Alors que beaucoup de représentants syndicaux locaux ont répondu positivement à cette nouvelle montée, d'autres, dans les échelons supérieurs, furent immédiatement hostiles et soupçonneux, tentant de mettre une bride à un mouvement auquel ils ne s'attendaient pas et ne pouvaient contrôler facilement.

L'exemple de Londres s'étendit à d'autres régions du pays, le 3 février devenant la date la plus communément choisie pour l'action dans les hôpitaux du Yorkshire et des Midlands. Etant un mouvement issu de la base, les résultats ont été très inégaux : certains hôpitaux ne firent rien, quelques-uns ne virent que quelques militants entrer dans l'action. Dans le Yorkshire, des mineurs d'une houillère manifestèrent pour soutenir les infirmières. Il semble qu'au moins 10 000 infirmières et travailleurs de la santé, y compris le personnel de service, 1 500 techniciens et des milliers d'employés administratifs furent impliqués dans une forme ou une autre de protestation le 3 février. Plus de 40 hôpitaux londoniens ont été touchés. Le hall où se tenait le rassemblement organisé le soir par les militants de l'association *London Health Emergency* était absolument comble. Un millier de militants syndicaux enthousiastes y participèrent, avec des centaines d'infirmières en uniforme.

L'Ecosse donne le la

D'autres régions étaient plus en arrière, le Nord-Ouest choisissant de suivre la "journée d'action" du syndicat régional plus tard dans le mois (soutenue par une grève de 2 000 ouvriers de l'automobile de Vauxhall) et le pays de Galles proposant des actions pour le 1er mars. L'Ecosse fut de loin la région la plus mobilisée, le TUC écossais a appelé à 24 heures d'action, cherchant à entraîner les syndicats ouvriers, comme ceux du NHS, pour le 24 février. En même temps les hôpitaux locaux programmaient leur propres activités, à une échelle plus modeste.

Tandis que la base syndicale exigeait davantage d'action, les dirigeants syndicaux et ceux du Parti travailliste, étaient divisés sur la façon de procéder. La politique du TUC a, jusqu'à présent été largement dominée par la ligne du "nouveau réalisme" évitant la confrontation avec les conservateurs, aux dépens de l'emploi et des conditions de vie de ses membres.

Cependant, les dirigeants syndicaux ne veulent pas se retrouver trop loin derrière leur base surtout dans le NHS où il existe une rivalité continue pour le recrutement entre le COHSE et le NUPE. Cette rivalité peut produire des résultats bizarres : le 3 février, Hector McKenzie, dirigeant droitier du COHSE, était très soucieux d'apparaître aux piquets de grève, alors que la direction du NUPE supposée plus "gauche", essayait de jouer les grèves à la baisse, et on a vu le dirigeant du NUPE Bickerstaffe, aux actualités, se promenant avec un bouquet de fleurs !

Des problèmes similaires menacent la direction du Parti travailliste. Son chef Neil Kinnock ignorant l'énorme soutien populaire aux grèves du 3 février, attaque rondement les piquets qui, selon lui, donnent au parti une "mauvaise image", tandis que le porte-parole du parti sur les questions de la santé, Robin Cook, fait la tournée de ces mêmes piquets de grève. Sous cette pression le TUC a été obligé

d'appeler à une manifestation nationale à Londres pour le 5 mars. Elle promet d'être l'une des plus importantes de toutes celles qui se sont jamais déroulées dans la capitale. Mais il a renoncé à suivre l'exemple écossais et a ignoré les appels à organiser une journée de grève pour défendre le NHS. En fait les dirigeants du COHSE se sont fait réprimander pour avoir publié un appel à l'action pour le 1er mars, et ceux du NUPE ont déclaré leur intention de faire obstruction à toute action ce jour là.

Thatcher veut "vaincre"

Mais cependant il n'y a pas de signe que ce mouvement montant puisse être amené à conciliation, ou dompté. Thatcher paraît avoir décidé de "vaincre" les travailleurs de la santé exactement comme son gouvernement a "vaincu" les sidérurgistes, les mineurs et d'autres secteurs de la classe ouvrière. Déjà les ministres laissent entendre que les projets en chantier vont porter de nouveaux coups au NHS. Parmi les questions qui vont faire monter la colère en 1988, on peut d'ores et déjà souligner les suivantes :

C'est en avril que sont revus les salaires, les propositions des conservateurs ont déjà suggéré un taux d'accroissement du salaire des infirmières ne dépassant pas 3%. A Londres, les infirmières sont déjà amères car leur direction ne leur a proposé que 51 livres par an d'augmentation de la prime de 950 livres, pour la zone de Londres, alors que la revendication syndicale est de 1 000 livres supplémentaires !

La fin du printemps, c'est aussi l'époque à laquelle Thatcher doit passer le NHS "en revue", et où son existence même comme système gratuit, global et financé par l'impôt va être remis en question.

Thatcher sait qu'elle vit dangereusement : elle n'a pas de mandat pour opérer de tels changements. L'attachement émotionnel et politique de la vaste majorité de l'électorat au NHS est si grand que le manifeste des Conservateurs a évité toute mention de changements radicaux dans ce domaine.

Les sondages d'opinion montrent aujourd'hui qu'au moins 81% des électeurs conservateurs sont pour des dépenses sup-

plémentaires pour le NHS (contre 91% pour l'ensemble de l'électorat). Ce n'est pas une surprise : seuls 9% de la population britannique sont couverts par une forme quelconque d'assurance médicale privée, les 91%, restant, y compris la plupart des électeurs conservateurs, ont un intérêt massif à défendre le NHS.

7 électeurs sur 10 préféreraient payer plus d'impôts pour améliorer le NHS plutôt que d'opter pour le plan des Conservateurs de réductions dans le budget du 15 mars. C'est pourquoi les infirmières et les autres travailleurs de la santé qui ont participé aux piquets de grève, aux protestations et aux pétitions sentent un soutien si massif derrière eux. La défense du NHS, à la différence de la grève des mineurs, ne polarise pas la société, mais l'unifie tout entière, dans l'opposition à la politique de Thatcher.

Pour profiter de cet élément favorable, une campagne nationale est nécessaire pour unir les forces potentielles qui doivent combattre pour la défense du NHS. Il est vital d'obtenir le soutien d'un large spectre d'organisations (groupes de retraités, de locataires, patients hospitalisés, organisations de la communauté noire, groupes de femmes, et même organisations de santé caritatives) qui devraient se mobiliser pour défendre le NHS.

Une lutte unifiante

L'action pour les droits du NHS se développe largement dans le mouvement syndical, se superposant à d'autres luttes et débats concernant les conseils municipaux, les enseignants, les travailleurs de chez Ford et beaucoup d'autres.

Au moment où Thatcher aiguisé son couteau pour pratiquer de nouvelles amputations dans le NHS, la lutte contre ces attaques pourraient bien être le catalyseur unifiant le mouvement ouvrier dans une grève générale massive, affrontant ce gouvernement dont l'insolence de classe ne connaît plus de bornes. ■

25 février 1988.



La grève de Ford

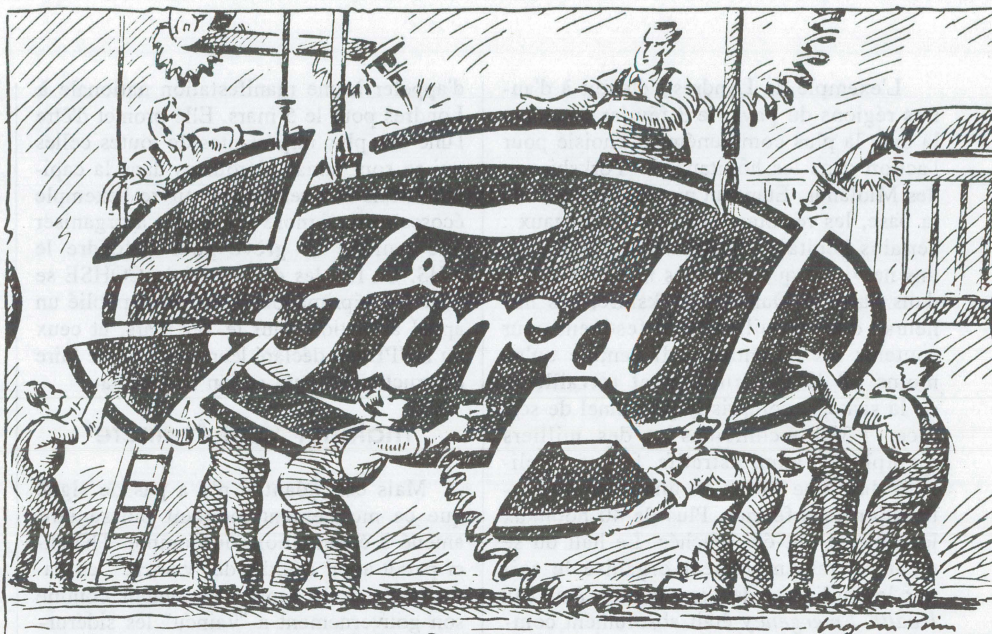
LA GREVE DE DEUX SEMAINES des 32 000 ouvriers britanniques de chez Ford s'est terminée le lundi 22 février, après un vote de 70% en faveur d'un contrat révisé de deux ans. La grève en Grande-Bretagne a conduit Ford à licencier 10 000 ouvriers en Europe, touchant notamment l'usine d'assemblage de Gand et celle de tracteurs d'Anvers en Belgique, et l'usine d'assemblage de Sarrelouis en Allemagne de l'Ouest. Le deux articles suivants analysent l'offensive actuelle des patrons de l'industrie automobile, à l'échelle internationale, et, dans ce contexte, en quel sens l'acceptation du contrat proposé en Grande-Bretagne constitue-t-elle un recul pour les travailleurs de l'automobile.

Alan THORNETT

LES COMMENTATEURS de la presse financière britannique considèrent généralement le facteur clé des grèves des ouvriers de Ford et d'autres ouvriers de l'automobile, comme étant ce qu'ils appellent le "facteur Nissan", c'est-à-dire l'influence des pratiques introduites dans la nouvelle entreprise Nissan installée à Sunderland (dans le nord de l'Angleterre). Ce faisant ils montrent une perception très étriquée de ce que sont, en fait, les développements mondiaux dans l'automobile. Le fait est que, si l'usine de Sunderland n'existait pas, les ouvriers de l'automobile britanniques auraient à faire face à la même situation.

Le modèle japonais

Les récentes luttes sont la réponse à une nouvelle offensive générale des constructeurs automobiles destinée à élever l'efficacité et la productivité à des niveaux jamais atteints. Les compagnies japonaises qui connaissent les succès sont les premiers modèles (mais pas les seuls) qui soient utilisés par une grande partie de l'industrie. Mais cela n'est pas nouveau. Le plan Ford appelé "AJ" ou "Après Ja-



pon" a été tracé au début des années 80 après une visite de la direction Ford aux usines japonaises. Ce plan détaillé devait permettre d'atteindre, dans les usines britanniques les niveaux de productivité japonais. Ce plan reste aujourd'hui l'un des principaux éléments de la stratégie de Ford.

Mais ce qui est nouveau dans l'industrie automobile, c'est l'échelle du développement technologique et celle des investissements dans de nouveaux modèles qui induisent de nouvelles contraintes auxquelles Ford et les autres constructeurs doivent faire face.

L'Italie en tête

En Europe, la tête du mouvement a été prise par Fiat, deuxième constructeur européen. Fiat s'apprête à lancer la *Tipo*, nouvelle voiture familiale pour laquelle a été investi plus d'un million de livres. L'usine Fiat de Cassino, en Italie, est devenue la plus avancée du monde. Les équipements y permettraient l'automatisation à 100% de l'atelier de peinture et à 55% de l'assemblage, record auparavant détenu par Volkswagen/Audi, le plus grand constructeur européen, avec 44%, pour son usine d'assemblage de Hall en Allemagne de l'Ouest.

Mais les niveaux de production atteints grâce à l'investissement et à l'automatisation ne sont cependant qu'un des termes de l'équation. Il faut relier les investissements élevés à la haute productivité qui signifie travail harassant, continu, subissant des accélérations répétées, éléments devenus prédominants pour les ouvriers engagés dans la production massive de voitures dans le monde entier. C'est dans ce domaine que la contribution des patrons japonais est la plus importante. Ils ont développé des techniques qui ont conduit à enchaîner les ouvriers, mentalement et physiquement, à un travail dur et sans fin, à cadences élevées, même si beaucoup d'autres pays les rattrapent, aujourd'hui, sur cette voie.

Ces techniques se sont développées au Japon depuis le milieu des années 50 et sont fondamentales pour la rentabilité de

l'industrie japonaise. L'accord proposé chez Ford reprend précisément les principes essentiels sur lesquels reposent ces techniques. Ce qui est recherché, c'est l'introduction de contrats à court terme, la fin de toute délimitation des classifications, l'introduction d'une complète flexibilité et l'instauration de "chefs de groupe", créant dans les ateliers une armée d'espions bien payés au service de la direction. Ils veulent aussi introduire de prétendus "cercles de qualité", développés au Japon avec une grande sophistication.

Les cercles de qualité ont bien plus de rapports avec la productivité qu'avec la qualité. En principe ils ressemblent aux schémas de "participation ouvrière" que le dernier gouvernement britannique avait introduite à British Leyland (aujourd'hui Austin-Rover) en 1975 et qui fut un désastre pour le mouvement des délégués d'ateliers (*shop-stewards*) et pour les travailleurs. L'objectif de ces techniques est de "changer la mentalité" des travailleurs sur les salaires et les conditions de travail et de vie, comme sur les problèmes de production et de rentabilité, et de miner les structures syndicales, en particulier le mouvement des délégués d'atelier qui est le plus sensible aux revendications des travailleurs.

Les cercles de qualité

Dans les usines d'automobiles du Japon, tout le monde fait partie d'un cercle de qualité. Ils sont tenus de se réunir régulièrement, en général une fois par semaine et sur le temps libre, pour discuter des façons d'améliorer les résultats de la production. Dans quelques entreprises, l'échec à présenter des propositions positives dans une telle réunion est considérée comme signe de "non-coopération" ou "d'anti-direction" et peut conduire au licenciement.

Il est clair que les cercles de qualité ne pourront être introduits de la même façon en Grande-Bretagne, à l'heure actuelle. Au Japon, ces techniques ont commencé à être introduites à la suite de l'écrasement des syndicats indépendants et de la création des syndicats "jaunes", contrôlés par

le patronat. Leur utilisation la plus significative est, toujours en Grande-Bretagne, celle de Nissan Sunderland. Mais cette usine est encore dans sa période de lune de miel. On n'y contraint pas la force de travail aussi durement qu'on en a l'intention. Le capital qui y est investi n'est pas non plus considérable.

Le rôle des délégués

Mais les cercles de qualité ont déjà été introduits de façon plus importante dans d'autres installations automobiles. Chez Austin-Rover, les cercles de qualité, sous le nom de "cercles de zone" ont été imposés à la suite d'un accord au niveau national entre les représentants syndicaux nationaux, les mêmes individus qui négocient aujourd'hui avec Ford. Le représentant national du Syndicat des transports et autres travailleurs (TGWU), Mick Murphy, est bien connu (mais pas tellement respecté) pour avoir dit qu'il était "*plus que satisfait*" de l'accord, un accord auquel les travailleurs sont de plus en plus hostiles.

Dans certaines entreprises Austin-Rover, comme l'usine d'assemblage de Cowley à Oxford, ces cercles de zone fonctionnent déjà, bien qu'en de nombreux endroits ils manquent d'autorité. A Cowley ils ont reçu le soutien des délégués d'ateliers droitiers et plus anciens et d'autres responsables syndicaux. Ils existent dans toute l'usine, travaillant avec des ouvriers qui y sont prêts et se réunissent sur le temps de travail. A la carrosserie, la résistance a été plus grande à cause de la force de l'aile gauche du syndicat, mais une offensive pour les imposer est actuellement en cours de la part de responsables d'atelier qui expliquent que les délégués devront être impliqués eux aussi. Cela rend la situation encore plus mauvaise parce qu'il est alors plus facile pour la direction de les utiliser comme alternative aux structures syndicales.

A Austin-Rover, l'introduction des cercles de qualité a été de pair avec l'abolition de plusieurs catégories d'ouvriers, en particulier des qualifications comme celles de vérificateur et de rectificateur. Ce sont l'auto-vérification et l'auto-rectification qui sont aujourd'hui introduites sur les chaînes, et plusieurs centaines d'emplois ont été supprimés.

Flexibilité et polyvalence

La flexibilité du travail est aussi importante que les cercles de qualité. La direction peut avoir la possibilité de muter les travailleurs d'un emploi à l'autre, en termes de poste et de qualification, pour que le travail s'effectue en permanence sans avoir à tenir compte des pannes et autres problèmes de production. De même, si on peut transférer un travailleur qui n'est pas à la production à un poste de production, en cas de besoin, l'encadrement peut ainsi diminuer le nombre d'ouvriers nécessaires pour les remplacements, voire les supprimer complètement.

Le seul repos que connaissent les ou-

vriers à la chaîne, à part les brefs temps de pause officiels, c'est quand la machine tombe en panne. Avec la flexibilité plurifonctionnelle, on exige des ouvriers qu'ils assurent eux-mêmes la maintenance courante, ou qu'ils aident les employés de l'entretien à réparer les grosses pannes. On leur demande aussi d'assurer le nettoyage pour faire l'économie de personnel de service. Tout cela pour assurer qu'il n'y aura jamais de rupture de la charge de travail d'un bout de la journée à l'autre.

Les contrats à durée déterminée sont une autre de ces grandes innovations. Ils sont massivement utilisés au Japon et permettent aux patrons de garder un noyau d'ouvriers expérimentés qui travaillent en permanence, tandis qu'ils emploient de la main-d'œuvre épisodique lors des périodes de production intensive, la renvoyant sans aucun droit quand ils n'en ont plus besoin. Cela crée dans l'entreprise une force de travail sans contrôle syndical et très vulnérable aux volontés de l'encadrement. De tels contrats ont déjà été institués dans quelques usines britanniques. Par exemple, l'Unipart, nouvellement privatisée (division des services d'Austin-Rover), utilise régulièrement des contrats de travail de courte durée pour faire face aux périodes de pointe de la demande.

Il y a eu des débats chez Austin-Rover sur l'introduction de ces nouvelles conditions de travail. La direction a déjà développé avec succès dans quelques-unes de ses usines, certaines des conditions recherchées par Ford. A l'usine de carrosserie de Swindon, par exemple, il y a déjà des ouvriers sous contrats à durée déterminée, bien que l'opposition soit forte dans les principales usines.

Un enjeu pour toute la branche

En même temps, d'autres modifications apparaissent dans l'ensemble de cette industrie. La discipline a été renforcée. Des nouvelles procédures disciplinaires ont été instituées dans de nombreux endroits et le taux de licenciements a énormément augmenté. Dans les principales usines d'Austin-Rover, des travailleurs sont renvoyés tous les jours pour des "fautes" telles que retard sur le rythme de la chaîne, manquement aux normes ou non-obéissance aux codes stricts imposés par la direction, retard ou absentéisme. Dans certaines usines Austin-Rover les travailleurs sont sanctionnés tout naturellement (mais pas forcément licenciés) pour une seule erreur sur la chaîne.

Ce sont ces conditions, pièges attachés à l'accord, qui ont principalement entraîné la grève chez Ford. Et cela ne concerne pas seulement les travailleurs de chez Ford. La réussite des patrons dans la mise en place de ces procédés en Grande-Bretagne sera grandement aidée par la trahison de la grève de Ford. Une victoire de la direction Ford conduira à un nouveau tour de vis. Les ouvriers de l'automobile britannique doivent chercher les moyens de répondre à la situation.

La généralisation de cette offensive

patronale est riche d'enseignements pour les travailleurs de l'automobile en Grande-Bretagne et internationalement. Une offensive généralisée appelle une riposte généralisée. En Grande-Bretagne où la division syndicale instaurée dans l'industrie fragmente la force de travail et empêche les travailleurs de parler d'une seule voix, il y a nécessité urgente de contacts au niveau de la base, en particulier à travers le mouvement des délégués d'ateliers.

Certains de ces délégués, chez Ford et ailleurs, appellent à une conférence nationale des délégués d'atelier de l'industrie automobile pour discuter et prendre en compte ces nouveaux développements comme pour élaborer une stratégie de riposte. Cela constituerait une initiative très populaire et pourrait devenir le point de départ d'une contre-offensive dans les usines d'autos du pays. Elle pourrait également devenir la base de l'établissement de liens plus étroits avec les ouvriers de l'automobile en Europe, aux Etats-Unis et ailleurs.

Une conférence internationale

Le haut niveau de combativité dans cette industrie en Grande-Bretagne va probablement se maintenir et même grandir malgré la trahison de la grève de chez Ford. L'usine de Land Rover de Birmingham a déjà rejeté l'offre salariale de la direction et voté la grève. Les entreprises Général Motors de Liverpool et de Luton ont voté la grève contre la décision de la direction de les dépouiller de dizaines de milliers de livres pris sur les fonds de retraites, en se servant de la nouvelle législation des conservateurs.

A cela aussi il faut répondre sur un plan international, car les patrons, eux, sont en train d'organiser leur offensive par dessus les frontières nationales et ils utilisent des techniques qui ont été développées internationalement.

Ces problèmes concernent tous les travailleurs de l'automobile quelle que soit la compagnie qui les emploie. L'idée d'une rencontre où les travailleurs, au moins à l'échelle européenne, pourraient mettre leur expérience en commun et développer une riposte nationale (lancée lors d'un meeting chez Ford), doit être soutenue. ■

Février 1988

L'accord de chez Ford, une trahison cynique

LA GREVE DE FORD a été trahie de façon cynique par les leaders syndicaux nationaux et la Commission nationale de négociation. Les travailleurs ont voté à une majorité de 2 contre 1 l'acceptation du contrat révisé. La seule usine qui se soit prononcée contre cet accord est l'usine d'assemblage de Dagenham à l'Est de Londres, par 3 voix contre une.

Alan THORNETT

LES DELEGUES D'ATELIER des usines Ford de Dagenham et Halewood (Liverpool) qui avaient appelé au rejet de l'accord ont été furieux de cette trahison, d'autant plus qu'elle s'est produite au moment où la grève atteignait son point culminant avec la fermeture d'usines en Europe continentale et une grève solide à 100%.

Ces délégués d'atelier avaient entièrement raison. L'accord est le même que celui originellement proposé, le seul changement c'est de passer d'un contrat de trois ans à un contrat de deux ans ce qui signifie que les changements seront imposés sur une période de temps plus courte. Tout le reste, argent et contraintes, reste identique.

Une étrange victoire

Ce vote est un produit direct à la fois des recommandations de la Commission de négociation et de la façon dont elle a argumenté. Ses porte-parole ont déclaré qu'une victoire massive avait été obtenue, bien que chaque membre de cette commission sache pertinemment que ce n'était pas vrai. Certains d'entre eux expliquèrent même que les contraintes avaient été supprimées dans le document tout en sachant que tel n'était pas le cas. En fait, c'est encore pire. Non seulement les contraintes restent partie intégrante du document, mais les syndicats s'engagent de façon précise à veiller à leur application durant la durée de l'accord.

Cela ne pourrait être plus clair, ainsi on peut lire dans l'accord révisé : "Pour assurer qu'il n'y ait pas de malentendus, (...) une discussion constructive dans des commissions locales sur les lieux de travail débutera au plus tard un mois après le

début de l'application de ces principes. Leur mise en oeuvre continuera tel que demandé, de façon appropriée pour chaque usine et avec le soutien total des syndicats pour ce faire. Si, malgré votre accord avec ces principes, des zones de divergences apparaissent dans les négociations locales, il en sera référé à la Commission nationale pour trouver une solution positive, et peut-être, si nécessaire, elle en réfèrera à son tour aux syndicats concernés. Avec l'accord mentionné ci-dessus des syndicats nous ne voyons pas où ces changements devraient être imposés."

De drôles de syndicats

La véritable position est donc que les syndicats se sont engagés à soutenir totalement l'introduction de ces changements et la direction ne les prendra en charge que si le syndicat n'y parvient pas. Sachant tout cela, Derek Horn, vice-président de la Commission nationale de négociation, a cependant déclaré au *London Evening Standard* : "Les gens parlent des conditions, mais les faits obligent à dire qu'il n'y a pas de conditions du tout qui soient attachées à cet accord. Nous avons conclu un accord historique."

Et ce n'est pas seulement l'aile droite qui adopte cette ligne. Le *Morning Star* (journal du Parti communiste, pro-soviétique) est sur la même position. Il cite Jimmy Airlie, député et secrétaire de la Commission nationale de négociation, qui a dit : "Les travailleurs de Ford ont obtenu une formidable victoire". Et pourtant, tout le monde sait que la Commission de négociation a signé un accord qui comporte des conditions. Tous ces gens-là ont été d'accord pour accepter ces conditions contraignantes depuis le début.

Pendant les négociations, Jimmy Airlie a dit que ces conditions étaient nécessaires pour que Ford soit compétitif sur le marché mondial. Mick Murphy du Syndicat des transports et autres travailleurs (TGWU) a accepté avec enthousiasme, l'an dernier, des conditions de même nature à Austin-Rover, où elles ont dû être imposées. Murphy, cependant, a été le plus honnête dans le cas Ford. Il a déclaré au *Financial Times* que "Ce qui est important dans ce que nous avons obtenu c'est que la compagnie aura les changements qu'elle désire, mais qu'elle gardera les travailleurs en même temps".

La direction de Ford a dit que c'était un bon contrat, car elle a obtenu les changements souhaités. Les effets de cette trahi-

son, ne doivent pourtant pas être vus seulement du côté des conditions contenues dans cet accord particulier. Les contraintes de la flexibilité ont été introduites également dans le dernier accord avec Ford, et les conditions dans les usines Ford, comme dans d'autres entreprises automobiles, sont l'accélération des cadences, la tyrannie et les licenciements si l'effort de travail est jugé insuffisant.

Les travailleurs de chez Ford avaient besoin d'une victoire, pas simplement d'arrêter cet accord particulier, mais de renverser les assauts menés par la direction depuis plusieurs années. Cette trahison leur a volé cette victoire et mis la direction dans une position encore plus solide qu'auparavant. Politiquement, la situation est identique. La classe ouvrière a besoin d'une victoire autour de laquelle concentrer ses forces pour organiser la riposte. Cela lui a été refusé, bien que l'actuelle vague de luttes industrielles se poursuivra sans doute.

La grève de Ford lançait un défi potentiel à la politique du gouvernement Thatcher. Mais les mêmes dirigeants syndicaux qui faisaient des discours sur les démons du thatcherisme sont prêts à utiliser les manoeuvres les plus cyniques et le double-langage pour parvenir à stopper ce défi. La trahison a été une trahison politique de la classe ouvrière, aussi bien qu'une trahison des travailleurs de Ford au niveau de l'industrie.

Ces travailleurs doivent maintenant se regrouper et se réorganiser et les conditions favorables sont créées par la grève actuelle des ouvriers de Land Rover, et par ceux de General Motors qui se sont prononcés pour une action de grève. ■

Février 1988



Mutations ouvrières et combat socialiste

LA CLASSE OUVRIERE est-elle en train de «disparaître» ou de «se décomposer» par suite des «mutations» d'un système capitaliste qui se serait dépassé lui-même au point de n'être plus capitaliste ? Est-elle en train d'éclater à un degré tel que son existence comme classe majoritaire appartiendrait définitivement au passé, au moins dans les pays fortement industrialisés comme le nôtre ? Le mouvement ouvrier est-il par conséquent entré, au-delà de son affaiblissement conjoncturel (qui découle de la crise et du chômage massif), dans un cycle d'affaiblissement structurel, historique ?

Nous publions ci-dessous, légèrement abrégé, un article à paraître dans *Lutte de classe*, la revue du Parti ouvrier socialiste (POS) section belge de la IV^e Internationale.

Alain TONDEUR

CES IDEES sont à la mode (1), et tous les militants de gauche y sont quotidiennement confrontés.

L'enjeu du débat est important. Car la thèse de la disparition ou de l'éclatement de la classe ouvrière sape le programme marxiste-révolutionnaire à la base. Le marxisme-révolutionnaire affirme depuis un demi-siècle que le capitalisme a largement réuni les conditions objectives nécessaires à son remplacement par le socialisme et que seules font défaut les conditions subjectives (c'est-à-dire la conscience de classe et l'organisation synthétisées dans un parti révolutionnaire). La décomposition de la classe ouvrière renverserait complètement les données du problème. Elle supprimerait une des principales conditions objectives du passage au socialisme : l'existence d'une classe exploitée nombreuse et concentrée qui a historiquement intérêt à un mode de production basé non sur la course au profit et la concurrence pour un marché aveugle, mais sur la satisfaction des besoins par la planification économique.

Le défi lancé par les idéologues bourgeois doit donc être pris au sérieux. On

tentera dans le cadre de cet article d'y répondre en termes marxistes et à partir de la réalité sociale belge.

Les changements intervenus au sein de la classe ouvrière depuis la Deuxième Guerre mondiale sont réels et profonds, la crise les accélère et les complique, le mouvement ouvrier doit en tirer des conclusions stratégiques et tactiques.

Rien ne permet pour autant d'affirmer que la classe ouvrière soit en train de se décomposer, ni que le capitalisme ne soit plus le capitalisme. Bien au contraire, les mutations sociales actuelles découlent parfaitement des prévisions de Marx et s'insèrent dans la tendance historique au renforcement du poids de la classe ouvrière dans la société. Les conditions objectives nécessaires à la construction du socialisme sont donc toujours présentes.

Des transformations profondes

Le discours bourgeois sur la décomposition de la classe ouvrière prend appui sur une réalité incontournable : la classe ouvrière a subi, au cours des 35 dernières années, une série de mutations extrêmement profondes : baisse du nombre des travailleurs dans l'industrie ; explosion du

secteur des services, publics et surtout privés, irruption massive des femmes sur le marché du travail ; diminution du degré de concentration (nombre de travailleurs par unité de production), etc.

Ces phénomènes sont généralement considérés comme connus, mais on en sous-estime fréquemment l'ampleur. Quelques chiffres éclaireront la question.

Le nombre de travailleurs de l'industrie (ouvriers et employés) représentait 51% du total des travailleurs ayant un emploi en 1950 ; il n'en représente plus que 29% en 1984. Si l'on ne considère que les ouvriers d'industrie, la baisse est encore plus forte : 44,9% du total des travailleurs qui ont un emploi en 1950, et 20,9% seulement en 1984 (tableau I).

On constate que la diminution du nombre absolu d'ouvriers d'industrie est massive et antérieure à la crise économique de 1975 (près de 200 000 emplois perdus entre 1950 et 1975). Ce fait, qui n'est pas sans rapport avec le retard structurel de l'économie belge, explique que l'emploi industriel total ait commencé à régresser dès la fin des années 60 (contrairement à d'autres pays comme la France) alors que le nombre d'employés d'industrie continuait à croître jusqu'au début de la crise économique.

L'explosion du tertiaire

Parallèlement à ce déclin de l'industrie, on a assisté à une véritable explosion du «tertiaire». Services publics et surtout services privés ont «épongé» l'hémorragie de l'emploi dans l'industrie. Très incomplètement toutefois puisque, de 1975 à 1984, le secteur tertiaire a créé 215 148 emplois tandis que, dans le même temps, le secteur secondaire en perdait 372 914, soit un solde négatif de 157 766 emplois (2).

Le développement des services s'est accompagné d'une irruption massive des femmes sur le marché du travail. Alors qu'elles ne constituaient que 19,2% du total des travailleurs en 1950, elles en représentent 36% aujourd'hui - près du double (tableau II). C'est pour une large part le résultat du développement des services. Mais le phénomène n'est pas seulement économique, il est surtout social : en témoigne l'augmentation du nombre absolu de femmes ouvrières (de 311 000 en 1950 à 326 000 en 1984), qui contraste avec la diminution du nombre absolu d'hommes ouvriers au cours de la même période (de 1,13 million à 880 000) (3).

Un aspect moins connu des changements qui ont affecté la classe ouvrière au cours des dernières années est la réduction du degré de concentration des travailleurs

TABEAU I : Evolution de l'emploi industriel (secteur manufacturier, énergie, et industries extractives) ouvrier et employé : chiffres absolus (en millions) et rapport au nombre total de travailleurs employés (en %). Source : ONSS

	Ouvriers dans l'indus.		Employés dans l'indus.		Travailleurs dans l'indus.	
	Nbre	%	Nbre.	%	Nbre	%
1950	1,03	44,9	0,14	6,1	1,17	51
1965	0,99	35,5	0,21	7,5	1,20	43
1970	0,85	28,4	0,25	8,4	1,10	36,8
1984	0,59	20,9	0,23	8,1	0,82	29

1) voir par exemple *Crise et avenir de la classe ouvrière*, recueilli sous la direction de Pierre Rosanvallon, Points, Ed. du Seuil, Paris 1984.

2) Par secteur secondaire il faut entendre le secteur industriel tel que repris au tableau I plus la construction. Le secteur tertiaire regroupe le commerce, les services, et l'administration. Sources : ONSS.

3) Sont pris en compte ici tous les ouvriers et toutes les ouvrières ayant un emploi quel que soit le secteur auquel ils/elles appartiennent, et pas seulement ceux/celles du secteur industriel.

sur le lieu de travail. Les unités de production tendent à rassembler de moins en moins de personnel. Cette tendance n'apparaît guère quand on considère les chiffres de la concentration des travailleurs en général, mais elle est nette chez les ouvriers, et très nette dans le secteur privé, surtout depuis le début de la crise en 1975 (tableaux III et IV) (4).

Ce tour d'horizon serait incomplet si nous ne mentionnions pas la troisième révolution technologique, qui secoue depuis une vingtaine d'années le système capitaliste. L'électronique, la micro-électronique et la biotechnologie ont en effet des incidences considérables sur l'emploi, la qualification de la main-d'œuvre, l'organisation du travail, la localisation des investissements, la programmation sociale, etc.

Enfin, à toutes ces manifestations d'un bouleversement profond, viennent s'ajouter les conséquences bien connues de la crise capitaliste mondiale qui sévit depuis 1975 (5) :

- le chômage massif et structurel, sans perspective de résorption (40 millions de chômeurs dans les pays de l'OCDE, un demi-million de chômeurs en Belgique) ;
- la flexibilité, le développement du travail à temps partiel et des sous-statuts, la précarisation de l'emploi ;
- le sort des jeunes dans la crise (20% des chômeurs de la Communauté européenne sont des jeunes) et le risque de rupture avec le mouvement ouvrier que cela entraîne.

Il serait donc vain de le nier : la classe ouvrière d'aujourd'hui diffère très sensiblement de celle de l'entre-deux guerres et de l'immédiat après-guerre, vertébrée autour de l'axe industriel charbon-acier, et représentée dans la conscience collective sous les traits de l'ouvrier sidérurgiste ou du mineur de fond.

Peut-on, au vu de ce qui précède parler de disparition ou de décomposition de la classe ouvrière ? Oui, si l'on considère que la classe ouvrière est composée des seuls travailleurs manuels. Non, si l'on s'en

TABLEAU II : Nombre de femmes ouvrières et employées (en millions) et rapport au nombre total de travailleurs employés (en %). Source : ONSS				
	femmes ouvrières	femmes employées	femmes travailleuses	%
1950	0,31	0,13	0,44	19,2
1965	0,35	0,22	0,57	20,8
1975	0,39	0,57	0,96	32
1984	0,33	0,70	1,03	36

tient à la définition que donne Marx : la classe ouvrière regroupe tous ceux qui ne sont pas propriétaires des moyens de production et qui n'ont d'autres ressources, pour survivre, que la vente de leur force de travail à un capitaliste, en échange d'un salaire. Cette définition, qui a toujours été celle du marxisme révolutionnaire, ne débouche pas sur la conclusion que la classe ouvrière se décompose mais sur la conclusion inverse : la classe ouvrière est plus nombreuse, plus massive que jamais. Pour le cas belge, le tableau V montre que la classe ouvrière représente plus de 80% de la population active, contre 70% en 1950 (6). Cette conclusion n'escamote pas les mutations qu'a subies et que subit encore la classe ouvrière. Mais elle les replace dans la perspective historique décrite par Marx : celle du renforcement de la classe ouvrière au fur et à mesure de l'accumulation du capital.

Marx lui-même n'a jamais conçu ce renforcement comme un processus linéaire et continu. Au contraire, il a décrit avec force détails la première grande mutation sociale que le capitalisme a induite au sein de la classe ouvrière quand le système de la manufacture (basé entièrement sur le travail manuel) a été remplacé par celui de la fabrique (basé sur le travail des machines-outils).

Le capitalisme peut être divisé en trois grandes époques. A chacune d'elles correspond un certain type d'accumulation du capital dans certains secteurs, et par conséquent aussi, un certain type de classe ouvrière. Les périodes de transition

entre ces différentes époques sont autant de périodes de mutation profonde pour la classe ouvrière.

La première époque du capitalisme (capitalisme de libre concurrence) se caractérise par une accumulation du capital surtout dans le secteur de production des biens de consommation : c'est l'époque des grandes entreprises textiles, des manufactures de tabac, etc. Le secteur des biens de production (fabrication de machines) reste encore largement artisanal. La transition vers l'impérialisme classique (deuxième époque du capitalisme) trouve son origine notamment dans la mise au point du moteur électrique, qui révolutionne la fabrication des machines, fait affluer les capitaux en quête de profits vers le secteur des biens de productions et entraîne un gigantesque mouvement de concentration et de suraccumulation du capital.

L'âge d'or

C'est l'âge d'or de l'industrie lourde qui commence. Les capitaux sont à ce point excédentaires qu'ils doivent être exportés en masse. Dans sa troisième époque («troisième âge»), le capitalisme est confronté, pour la première fois de son histoire, aux conséquences d'un rétrécissement de son aire géographique : la révolution russe, puis les révolutions chinoise, yougoslave, etc, ont limité la sphère de sa mise en valeur et accru encore les excédents. Le capital réagit en appliquant la deuxième révolution technologique (le moteur électrique) au secteur des biens de consommation durable (notamment l'électro-ménager), le développement concomitant du crédit et l'explosion des services. A cette concurrence du secteur des biens de consommation, le secteur des biens de production répond par la troisième révolution technologique.

Une vision sur le long terme de la ré-

TABLEAU III : Evolution du degré de concentration des ouvriers, des employés, et des travailleurs en général, par rapport au total des ouvriers, des employés et des travailleurs en général. Source : ONSS			
	% d'ouv. ds une entrep. > 1 000 trav.	% d'emp. ds une entrep. > 1 000 trav.	% de trav. en général
1950	19%	19,0%	19%
1965	20%	21,5%	20%
1975	18%	19,8%	18%
1984	16%	22,2%	19%

TABLEAU IV : Concentration dans le privé et dans le public. Source : ONSS		
	% de trav. ds une entrep. > 1 000 trav. (privé)	% de trav. ds une entrep. > 1 000 trav. (public)
1975	15,99%	27,35%
1984	13,51%	33,33%

4) La concentration porte sur l'établissement, et pas sur l'entreprise. Les effectifs de filiales différentes d'une même entreprise sont donc comptabilisés séparément.
5) Contentons-nous de mentionner deux autres éléments de changement dont nous ne traiterons pas dans le cadre de cet article : la quasi-disparition de la vie ouvrière associative (maisons du peuple, etc.) ; et le déplacement du centre de gravité numérique du prolétariat belge du Sud vers le Nord du pays, c'est-à-dire d'un peuple (wallon) vers l'autre (flamand) au sein d'un même Etat...
6) Le tableau V n'est pas entièrement correct, car le poste «travailleur ayant un emploi» englobe des catégories professionnelles qui, quoique salariées, ne font pas partie de la classe ouvrière. C'est le cas des curés, des magistrats, des hauts fonctionnaires de l'Etat, des officiers, des cadres supérieurs dans le privé, de la gendarmerie, etc. Ces catégories présentent un effectif relativement constant au fil des années, le recensement de 1981 donne par exemple : Ministres des cultes : 5 703 - officiers : 6 883 - Magistrats : 1 090 - Cadres supérieurs du secteur privé : 118 736 - Militaires de carrière et police : 79 134. Soit au total 255 459 personnes.

TABEAU V : Evolution du nombre de travailleurs (actifs et chômeurs) en chiffres absolus (en millions) et par rapport à la population active (en %).
Source : INS, ONSS, BNB

	Nbre de trav. ayant un empl.	Nbre chômeurs	Total trav. ds popu. act.	% de trav.
1950	2,29	0,17	2,46	72,3 %
1965	2,79	0,05	2,84	81,1 %
1975	2,99	0,18	3,17	81,3 %
1984	2,82	0,51	3,34	81,5 %

partition de la population active belge dans les différents secteurs d'activité économique fait apparaître les mutations sociales qui résultent de ces mouvements du capital (tableau VI). Alors qu'en 1946, près d'un quart de la population active (7) était occupé dans le secteur textile confection, chaussures, secteur par excellence de production de biens de consommation, ce taux était tombé à 8% en 1961. Par contre, le secteur du métal (essentiellement dévolu aux biens de production) n'occupait que 2,4% de la population en 1846, pour 3,8% en 1910 et 9,3% en 1961. On a choisi comme indicateur de l'évolution des services le commerce, les banques et les assurances. Le tableau montre clairement un développement tardif de ce secteur, avec un premier bond au début de ce siècle (impérialisme) et un deuxième bond après 1940-1945 (capitalisme du troisième âge).

Les mutations au sein de la classe ouvrière belge ayant ainsi été replacées dans une perspective historique, voyons comment expliquer les évolutions les plus récentes, dont l'ampleur a été évoquée au début de cet article.

Le «capitalisme tardif»

Du point de vue qui nous occupe ici, le capitalisme «tardif» (ou du «troisième âge») présente deux caractéristiques fondamentales (8) :

- l'accroissement de la spéculation et de la division du travail.
- l'accélération du rythme de l'innovation technologique.

Dans son livre *Le capitalisme du troisième âge*, Ernest Mandel montre comment la logique même du capital a amené celui-ci à envahir toutes les sphères de l'activité humaine et, simultanément, à fractionner des activités précédemment

unifiées pour les rentabiliser au maximum. Un exemple typique est celui de l'agriculture. D'abord largement unie à l'artisanat, elle s'est séparée de celui-ci avant d'être elle-même décomposée par le capital en une série de métiers de plus en plus spécialisés, de plus en plus indépendants. Ce processus d'éclatement, de division du travail, doit forcément être contrebalancé par des mécanismes de centralisation. C'est la raison du développement continu des services, et de toutes les fonctions d'intermédiaires dans le monde de la production : transports, distribution, etc...

L'explosion du secteur du crédit, si caractéristique de notre époque, participe de ce mécanisme. La pénétration du capital dans le secteur domestique avec la production en masse de biens de consommation durables s'est en effet accompagnée de la généralisation de la vente à crédit et donc d'un gonflement de l'emploi dans ce secteur (9).

En même temps qu'il étend le secteur des services, le capitalisme tardif a tendance à transformer les services en marchandises, c'est-à-dire notamment à remplacer les services publics par les services privés. Cette tendance découle du problème posé au capital par l'extraordinaire masse de capitaux excédentaires. Ne trouvant pas le moyen de s'investir directement dans la production, ces capitaux s'investissent en partie dans les services. A ce niveau, ils représentent un moindre mal pour le capital pris dans son ensemble : en échange de la portion de plus-value qu'ils prélèvent aux secteurs productifs ils accélèrent la réalisation de la plus-value et raccourcissent ainsi le cycle de rotation du capital (10).

Ni l'explosion des services, ni la tendance à leur transformation en marchandises, ne constituent donc un phénomène

insaisissable pour les marxistes. Il en va de même pour l'innovation technologique.

Le développement du Capital des origines à nos jours s'est accompagné d'une égalisation de la productivité du travail dans le secteur des biens de production (secteur I) et celui des biens de consommation (secteur II), et ce à l'échelle de la planète entière. C'est ce nivellement - par le haut - de la productivité du travail qui pousse le capital en avant dans la voie du renouvellement technologique. L'égalisation de la productivité du travail a en effet une conséquence importante : la source principale de surprofits ne réside plus dans les différences de productivité entre grandes régions du monde ou entre les deux grands secteurs de la production. Elle réside avant tout dans les différences de productivité entre branches, voire même entre trusts. La chasse aux surprofits devient ainsi essentiellement une chasse à l'innovation technologique et à la «rente technologique» qu'elle apporte au patron qui met les innovations en œuvre le premier.

Rôle de l'innovation technologique

Ce mécanisme est décisif pour la compréhension du capitalisme contemporain. Il permet notamment de saisir pourquoi, en dépit de la situation de récession prolongée de l'économie capitaliste internationale, la mise en œuvre des nouvelles technologies se poursuit à une échelle assez massive, contrairement à ce qui s'est produit dans le passé.

On sait que le système capitaliste se caractérise non seulement par des cycles courts (5-7 ans) mais aussi par des cycles longs (20-25 ans) d'expansion et de récession. Jusqu'à présent, schématiquement, les cycles longs de dépression étaient des périodes de découvertes technologiques et d'expérimentations sans mise en œuvre massive, les cycles longs d'expansion étant au contraire des périodes de mise en valeur massive des technologies découvertes au cours du cycle précédent. C'est ainsi, par exemple, que la technologie du chemin de fer était au point dès les années 1830 (cycle long de stagnation) mais n'a été vraiment mise en œuvre massivement que dans les années 50-70 (cycle d'expansion). De même le moteur électrique n'a-t-il été massivement répandu que dans les années 1890-1914 alors que sa découverte datait du cycle 1870-1890.

TABEAU VI : Répartition de la population active sur quelques secteurs d'activité entre 1846 et 1961 (en % de la pop. active totale).
Source : Pontanus, cité de l'Economie belge et Internationale en 1966, Institut de Sociologie de l'ULB, 1966.

	Textile confection chaussures	mines de charbon	métal	Commerce banques assurances
1846	23,5 %	3,9 %	2,4 %	3,3 %
1880	15,9 %	3,6 %	3,3 %	4,3 %
1910	14,9 %	4,6 %	3,8 %	8,5 %
1930	12,2 %	4,6 %	5,3 %	11,9 %
1947	11,0 %	4,9 %	7,4 %	14,1 %
1961	8,0 %	2,8 %	9,3 %	15,2 %

7) Attention : il s'agit bien de chiffres sur la population active, et pas seulement sur la classe ouvrière, qui y est incluse.

8) Voir Ernest Mandel, *Le Troisième âge du capitalisme*, plus particulièrement les chapitres VI, VII et XII.

9) Le secteur du crédit en Belgique s'est développé de façon fulgurante depuis la Deuxième Guerre mondiale, au point que les employés (et les employées) de ce secteur forment un secteur important de notre classe ouvrière.

10) Typique de cette transformation des services en marchandises et donc de la substitution du privé au public est la concurrence toujours plus acharnée que le transport routier livre au transport ferroviaire. Les conséquences sur l'emploi sont impressionnantes : la Société nationale des chemins de fer belge (SNCB) occupait 89 570 agents en 1950 et 60 509 en 1965. Les plans de rationalisation actuels misent sur 40 000 agents environ. (Source : SNCB).

Dans le cycle long de récession que nous connaissons aujourd'hui, les nouvelles technologies (micro-électronique, biotechnologies) n'en restent pas à un stade strictement expérimental : l'expérimentation se fait massive, au moins dans certains secteurs. Deux chiffres illustreront cette réalité contradictoire : en Allemagne fédérale, l'industrie automobile, principal utilisateur de robotique, ne consacre que 4 à 7% de ses investissements aux nouvelles technologies (11). Relativement peu, donc. Mais entre 1982 et 1983, le nombre de robots industriels installés dans les pays de la Communauté européenne et en Suède s'est accru de 50% pour atteindre 4 300 unités, ce qui représente des investissements de 20 à 30 milliards de francs belges (12). En chiffres absolus, les investissements sont donc importants. C'est la course à la rente technologique qui explique cette situation différente de ce qu'on a connu dans d'autres périodes longues de récession.

Les nouvelles technologies et l'emploi

Ceci n'est pas sans conséquences sur la classe ouvrière. Premièrement, «l'expérimentation massive» des nouvelles technologies accroît encore la peur du chômage (un robot de la deuxième génération supprime entre 2 et 7 emplois) (13). Deuxièmement, l'argument démagogique qui dit que le chômage est dû à la mauvaise qualification de la main-d'œuvre semble à première vue confirmé par la demande patronale élevée en travailleurs formés aux nouvelles technologies. Cela freine la prise de conscience que le chômage est dû à la crise capitaliste, autrement dit à la grève des investissements capitalistes. Troisièmement, cette étape d'expérimentation massive a un impact sur l'éparpillement de la classe ouvrière. Les grands groupes capitalistes hésitent toujours à s'engager dans la production des nouvelles technologies. Ils laissent aux PME le soin de prendre les risques dans de nouveaux secteurs, quitte à en prendre le contrôle par la suite (14). Cela accentue la dilution de la concentration ouvrière en période de crise. Nous trouvons ainsi l'explication des chiffres des tableaux III et IV.

Les penseurs de la bourgeoisie, les médias, etc., jouent volontiers sur l'angoisse de nombreux syndicalistes face aux effets des nouvelles technologies sur l'emploi. Les robots n'annoncent-ils pas la fin de la classe ouvrière ? A quel rôle historique pourrait encore prétendre une classe désormais superflue, remplaçable par des machines ? Voilà quelques idées fréquemment suggérées par les esprits forts du Capital.

Ces affirmations, largement fantaisistes, ont comme but essentiel d'amener les travailleurs à accepter toujours plus de sacrifices. Contrairement à ce que prétend la publicité du groupe FIAT pour son nouveau modèle «Uno» (fabriqué sur des chaînes automatisées), la robot perfection n'est pas déjà acquise pour les capita-

listes. L'avantage des robots est évidemment considérable - pour eux : ils augmentent la productivité du travail, de sorte que la valeur des marchandises fabriquées sur les chaînes robotisées tombe en-dessous de la valeur sociale moyenne autour de laquelle oscille le prix du marché. Les capitalistes qui ont fait un investissement en robots peuvent donc vendre meilleur marché que leurs concurrents. Mais cet avantage est contrebalancé par une foule de problèmes techniques et pratiques extrêmement complexes.

Par exemple :

- l'expérience montre que la robotisation des chaînes demande souvent que soit changée la conception des composants et des produits ;

- la technologie la plus fine, celle des «sensoriels» équipant les robots dits de la «troisième génération», pose encore beaucoup de problèmes ;

- les robots ne fonctionnent bien que dans un milieu très organisé, propre et méthodique, les travailleurs sont moins exigeants ;

- souvent, les robots nécessitent un matériel périphérique coûteux ;

- l'entretien des robots demande un personnel extrêmement qualifié possédant des connaissances en électricité, en électronique, en mécanique, en hydraulique, et en programmation ;

- le rodage des équipements robotiques reste long : deux à cinq années de mise au point en milieu réel ;

- la rentabilité immédiate de l'investissement décourage bien des patrons : alors que l'amortissement d'une machine-outil peut se faire en un an et demi, l'amortissement d'un robot nécessiterait de deux à sept ans.

Lents progrès de l'automatisation

Ces raisons expliquent que la robotisation reste essentiellement cantonnée aux productions en grandes séries, l'automobile par exemple. L'automobile est le principal utilisateur de robotique. Cependant, même les géants capitalistes de l'automobile progressent très lentement dans l'automatisation.

En Allemagne fédérale, une étude a révélé que le secteur le plus susceptible de robotisation, celui de l'assemblage, n'était robotisable qu'à 30%. En 1980, cela représentait un marché potentiel de 20 200 robots, qui n'était exploité qu'à 0,2% (15).

Le rôle-clé de l'automobile dans l'automatisation a, en retour, une implication sur le secteur de production des robots : souvent, les principaux producteurs de robots sont liés aux groupes automobiles eux-mêmes : Volkswagen en Allemagne, Acma-Renault en France, Comau-Fiat en Italie, Kawasaki au Japon, General Motors aux Etats-Unis (16).

La production de robots par ces groupes n'est pas avant tout une production pour le marché mais une production pour le trust lui-même, dans sa chasse à la «rente technologique». Les robots sont

mis au point pour l'automobile, il n'y a guère de marketing ni de service après-vente, les problèmes techniques d'autres secteurs ne sont pas au cœur des préoccupations, etc.

Pour la Belgique, on aura une vision réaliste des menaces que la robotisation fait peser sur l'emploi en sachant que le pays comptait en 1983, 514 robots installés, ce qui équivaut au maximum à l'emploi de 3 500 personnes (17).

A première vue, en ce qui concerne le secteur des services, les conséquences de l'automatisation y semblent plus redoutables que dans l'industrie. C'est du moins ce que fait craindre une comparaison superficielle de l'évolution de la productivité au cours des dix dernières années : 80% d'augmentation dans l'industrie, 4% seulement dans le travail de bureau (18). Cependant, des études semblent montrer que les investissements en bureautique sont réalisés par des patrons qui misent sur une extension du marché ou sur le lancement de nouveaux services à la clientèle. De sorte que les effets sur l'emploi ne sont pas unilatéraux (19).

Au-delà de ces considérations pratiques, cette lenteur renvoie plus fondamentalement au fait que l'automatisation intégrale est irréalisable dans le cadre du capitalisme, pour la bonne et simple raison que sans travail salarié, il n'y a plus de profit capitaliste, donc plus de capitalisme possible. Seul un système socialiste, débarrassé de la course au profit, peut apporter à l'humanité le progrès colossal que constitue le remplacement quasi-intégral du travail humain (au moins de tous les travaux pénibles et non-épanouissants) par le travail des machines.

Schéma théorique, diront certains. Mais l'étude du capitalisme d'aujourd'hui révèle les multiples manières dont, spontanément, le capital résiste à l'automatisation :

- l'exploitation d'une force de travail à bon marché dans une série de secteurs, élève le seuil de rentabilité de l'intro-

11-12) Jean Philippart, *Pourquoi et comment robotiser*, in *Athens* N°5, Novembre 1984.

13) Cité par Karl - H Ebel, *Les robots industriels et le monde du Travail*, in la *Revue Internationale du Travail*, BIT, Vol 125, 1986 1/43.

14) Un exemple est fourni par le secteur de la production de robots aux Etats-Unis. Jusqu'il y a quelques années, ce secteur était surtout aux mains de firmes indépendantes spécialisées. Récemment, les trusts y ont fait leur entrée. Unimation, numéro 1 des constructeurs de robots aux Etats-Unis en 1982 a été supplanté en deux ans par GMF (lié à General Motors) et repris lui-même par Westinghouse. (selon J. Philippart op. cit.)

15) Allemagne fédérale : principaux marchés potentiels et taux d'exploitation. (dans Philippart, op. cit.)

16) OCDE : *Robots industriels : leur rôle dans l'industrie manufacturière*, Paris 1983.

17) Le chiffre de 514 robots est avancé par Philippart (op. cit.). Cela équivaudrait à un taux de robotisation (nombre de robots par 10 000 personnes employées dans l'industrie) de 3,9... La Belgique occuperait ainsi la quatrième place mondiale après la Suède, le Japon et l'Allemagne fédérale. Mais 298 de ces 514 robots «belges» sont installés dans l'industrie automobile (entièrement aux mains des multinationales) et 79 autres dans le secteur de l'éducation (!). En d'autres termes, les capitalistes belges, une fois de plus, ne se distinguent pas par leur dynamisme.

18) *International Division of Labour and new information technology with special references to services*, J. Rada, BIT, Genève.

19) Voir par exemple le cas du Japon : Les effets sociaux de la micro-électronique au Japon, Manabu Mine, in *Revue Internationale du Travail*, Vol. 125 N° 4, 1986.

duction des robots dans ces secteurs ;

- la création incessante de nouveaux produits fait en permanence appel au travail vivant, salarié ;

- les changements continus dans la production des robots, qui découlent de la concurrence acharnée dans le secteur de production de ces machines, empêchent une baisse importante des prix ;

- et surtout, le secteur de la production des robots ne s'automatise pas, de sorte que le prix des robots reste très élevé.

Contrairement à l'image diffusée et entretenue par les grands médias, les nouvelles technologies ne sont pas la preuve manifeste de la supériorité, de la mobilité et du dynamisme du système capitaliste. Fait étonnant et peu connu : les économies planifiées, malgré la bureaucratie qui les parasite, sont en passe de faire mieux que le capitalisme en matière d'automatisation : On prévoit qu'en 1990 les pays du COMECON auront installé 200 000 robots industriels. C'est plus que le Japon (70 000), les Etats-Unis (60 000), la RFA (20 000) et le Royaume-Uni (10 000) réunis (20) !

L'automatisation ne peut être que partielle sous le capitalisme. Et l'automatisation partielle, dans un système basé sur la concurrence et l'exploitation, ne peut déboucher que sur une exploitation plus grande. L'automatisation partielle met en effet face à face des entreprises entièrement ou partiellement automatisées, d'une part, et des entreprises non-automatisées, d'autre part. Les premières ont, sur les secondes, un avantage de compétitivité que celles-ci ne peuvent espérer compenser que de deux manières soit en s'automatisant à leur tour, soit en augmentant le taux d'exploitation de la classe ouvrière (taux de plus-value). C'est ce mécanisme qui explique l'accélération continue, inhumaine, des rythmes de travail, notamment dans les usines automobiles où l'unité de temps est devenue le seizième de seconde (21) ! La Silicon Valley, cette Mecque des nouvelles technologies, est aussi un haut lieu de l'exploitation capitaliste la plus féroce (22).

Se défaire des images d'Epinal

Comme l'écrivait Marx il y a plus de cent ans : « *L'automate, en sa qualité de capital, est fait homme dans la personne du capitalisme. Une passion l'anime : il veut tendre l'élasticité humaine et broyer toutes ses résistances* » (23).

Revenant à la question de départ de cet article, on peut répondre sans crainte de se tromper que la classe ouvrière n'est pas en train de « disparaître ». Mais est-elle en train de « se décomposer » ? Nous ne le pensons pas. La classe ouvrière se définit, comme les autres classes, par sa place dans le mode de production. Pour qu'elle se décompose, il faudrait des conditions objectives puissantes, une différenciation sociale en son sein créée et reproduite par le mode de production lui-même. Rien de tout cela ne correspond à la réalité d'aujourd'hui. En matière de différenciation

TABEAU VII : Evolution du taux de syndicalisation par catégorie.
Source : Crisp

	Ouvriers	Employés	Agts du service public
1950	55,59 %	28,05 %	56,44 %
1965	74,45 %	39,13 %	77,01 %
1975	87,46 %	39,45 %	70,81 %
1981	96,19 %	42,77 %	68,01 %

sociale, il faut se défaire des images d'Epinal sur la classe ouvrière du début du siècle. Dans le secteur du verre, par exemple, l'écart social entre un souffleur et une « porteuse de ballons » était plus grand que l'écart actuel entre une employée spécialisée en compensations bancaires et un ouvrier sidérurgiste (24).

Il est vrai que la conscience de classe est généralement moins développée chez les employés que chez les ouvriers, mais il est vrai aussi que les employés d'aujourd'hui ne sont plus ceux d'hier. De plus en plus, les employés se saisissent des formes de lutte et d'organisation traditionnelles de la classe ouvrière ; manifestations, grèves, occupations d'entreprises... Tout indique que cette tendance se poursuivra à l'avenir. Le développement de la bureautique pourrait même rapprocher encore les conditions de travail des employés de celles des ouvriers en introduisant la parcellisation du travail, le minutage de toutes ses étapes, les contrôles de qualité, et pourquoi pas, le salaire aux pièces...

Le "travailleur collectif"

La diminution du nombre d'ouvriers d'usine ne signifie nullement que leur force sociale décline. Il n'y a pas de lien mécanique entre l'effectif d'une couche sociale et son impact socio-politique. C'est ainsi que les mineurs, pendant tout l'entre-deux-guerres, ont constitué le fer de lance du prolétariat belge alors que le secteur des mines n'a jamais fait vivre plus de 4,9% de la population active (Pontanus, op. cit.). Depuis le début des années 50, les ouvriers du métal forment l'avant-garde, et rien n'indique que leur rôle politico-social soit en train de diminuer (25).

On pourrait détailler longuement les aspects positifs de telle ou telle transformation sociale sur la cohésion, la force ou la conscience de la classe ouvrière. C'est ainsi que l'afflux irréversible des femmes sur le marché du travail, constitue un facteur d'émancipation non seulement pour les femmes travailleuses, mais aussi pour le monde du travail dans son ensemble. L'élévation du niveau culturel et technique des travailleurs facilite par bien des côtés la lutte syndicale. Le développement des nouvelles technologies rend le système capitaliste très vulnérable à l'action de certaines catégories de travailleurs, etc. On peut ainsi trouver des compensations aux aspects négatifs, tels que le déclin de la vie associative.

Mais l'essentiel est de prendre conscience du fait que l'évolution même du capitalisme tend objectivement à unifier la classe ouvrière, à estomper les différences entre les métiers, à rendre plus imprécise la frontière entre travail productif et travail non-productif. De plus en plus, comprendre la société moderne nécessite de faire appel au concept marxiste de « travailleur collectif ».

Cette réalité objective, trouve dans notre pays, une expression organisationnelle avec l'évolution du taux de syndicalisation : 70,9% de travailleurs syndiqués en 1972, 80,74% en 1981 (26). La syndicalisation reste certes la plus élevée chez les ouvriers, mais elle progresse rapidement chez les employés (tableau VII).

Loin de nous l'idée de prétendre que la lutte ouvrière serait « plus facile » aujourd'hui que dans le passé. Le retard de la conscience de classe est indiscutable. Les difficultés sont réelles, et tout syndicaliste les connaît. Encore faut-il, pour y porter remède, identifier leurs origines. Les mutations dans la classe ouvrière, en tant que telles, ne sont pas en cause. Le vrai problème est plutôt l'incapacité des directions traditionnelles du mouvement ouvrier à relever les nouveaux défis en termes de revendications, comme en termes d'organisation. Le problème, plus que jamais, reste le « facteur subjectif ». Les mutations au sein de la classe ouvrière jettent ainsi un nouvel éclairage sur l'enjeu majeur de cette fin de siècle : la construction d'une alternative anticapitaliste au sein du mouvement ouvrier. ■

Lutte de classe ;
Le 14 septembre 1987

20) Cité par K-H Ebel, op. cit.

21) Ernest Mandel, op. cit.

22) Voir par exemple : Martin Camoy, La technologie de pointe et les marchés internationaux du travail, in *Revue Int.* Vol. 124, N° 6, 1985.

23) *Le Capital*, livre I, chapitre XV, Gamier Flammarion, page 292.

24) Les souffleurs de verre de la fin du XIXème siècle appartenaient à l'aristocratie ouvrière, ils portaient le haut-de-forme et la queue-de-pie, et leur syndicat corporatiste possédait de riches bâtiments accessibles à eux-seuls. Ils ont été complètement ruinés par la mécanisation.

25) En 1984, les ouvriers du secteur métal constituaient 32% du total des ouvriers ayant un emploi, contre 31% en 1965 (Source : ONSS).

26) Euienne Arq et Jean Neuveville : *L'évolution du taux de syndicalisation (1972-1981)* Crisp-CH. 1. 147, 30.1.87.

ETA propose une trêve au gouvernement

LA PROPOSITION D'UNE TREVE bilatérale de deux mois avec le gouvernement espagnol comme préalable à l'ouverture d'une véritable négociation politique, annoncée par l'ETA dans son communiqué du 18 janvier, a certainement constitué un choc pour une "opinion publique" anesthésiée par la répétition du même discours "antiterroriste" de la part de tous les partis et forces du système en place. Le thème de la négociation va rester au centre de l'attention et s'il y a beaucoup à dire, il y a surtout beaucoup à s'interroger sur cette question. L'article que nous publions est extrait de *Combate*, le journal de la LCR, section de la IVe Internationale dans l'Etat espagnol.

COMBATE

LA PRISE DE POSITION D'ETA n'est pas une manoeuvre de diversion ni un acte de pure propagande. Elle correspond à la volonté de cette organisation d'obtenir une solution négociée et à son sentiment que c'est possible. L'organisation s'appuie sur tout un processus de conversations et de contacts avec des représentants du gouvernement espagnol au cours des derniers mois.

Changement de la politique gouvernementale

En effet, en le reconnaissant publiquement, le gouvernement a accepté un changement dans sa politique sur la négociation, qu'il avait jusqu'à présent refusée systématiquement. Le gouvernement a fait une offre, évidemment politique, qui doit être comprise comme un "plafond" : la libération des prisonniers politiques, sans condition de réinsertion individuelle (bien que les modalités, délais et conditions restent à débattre) en échange d'un cessez-le-feu. Lors des derniers contacts en Algérie, selon les informations du communiqué de l'ETA, le gouvernement aurait fait de nouveaux pas en avant, à la fois en changeant son représentant (qui n'est plus un sbire de la police, mais un représentant de l'Etat) et en annonçant qu'il était prêt à traiter d'autres "questions politiques".

Mais, la proposition de trêve a été faite à la suite des contacts entre ETA et le gouvernement qui furent interrompus unilatéralement par ce dernier en représailles après l'attentat de Saragosse qui fit 11 morts dans une caserne de la Garde civile en décembre dernier, et immédiatement après la signature de "l'accord contre la violence" entre les divers partis basques intégrés au système. De fait la trêve est la condition exigée par le gouvernement comme le reconnaît l'ETA elle-même.

Les principaux porte-parole du courant nationaliste révolutionnaire ont salué le communiqué d'ETA comme la démonstration de l'irréversibilité de la négociation politique. Au moment où ils expriment donc l'idée d'un changement dans l'horizon de la dite négociation, toujours sur la base de l'alternative de la Coordination patriotique socialiste (KAS) (1) : le résultat attendu de cette négociation pourrait ne plus être d'atteindre ces objectifs, mais de parvenir à des conditions (politico-juridiques) dans lesquelles ces objectifs pourraient être obtenus et développés. La différence n'est pas mince.

Mais certains sont allés plus loin, présentant la solution de la négociation comme une réforme du régime lui-même. Si du discours de la "rupture" on est passé à celui de la "négociation", celle-ci apparaît maintenant comme une "grande occasion offerte à la réforme" dans la presse espagnole. Et on laisse déjà entrevoir que dans ces nouvelles conditions on pourrait en arriver à normaliser la vie politique basque, aspirer à gagner une majorité sociale et avancer à plus ou moins long terme au socialisme et à l'indépendance nationale. Tout ceci comme possibilité ouverte à la suite d'une négociation imposée par une lutte armée qui, malgré tout, a connu des limites significatives, et avec un appui social important mais clairement insuffisant.

La confrontation inévitable

En envisageant ainsi l'avenir immédiat on occulte évidemment le problème de fond qui n'est autre que l'affrontement inévitable avec un Etat qui ne peut "se réformer" au point d'accepter le plein développement de la nation basque, l'indépendance ou la transformation de ses structures économiques et sociales capitalistes.

Pour notre part, nous n'avons jamais formulé les objectifs actuels de la lutte na-

tionale (en grande partie inscrits dans l'Alternative KAS) sous forme d'une plateforme de négociation entre l'ETA et le pouvoir central et nous n'avons jamais considéré l'action politique, de masse ou institutionnelle, comme un appui à cette perspective. C'est pourquoi, nous pouvons difficilement critiquer les arrangements qui se font au nom de cette politique de négociation, et encore moins jouer aux conseillers de l'extérieur.

Mais nous avons cependant une appréciation quelque peu différente des raisons qui ont apparemment amené le gouvernement à négocier, du contexte où cela se produit et naturellement des perspectives ouvertes. Il est vrai que le fait même d'officialiser les contacts avec l'ETA signifie, de la part du gouvernement, l'acceptation du fait qu'on ne peut en finir avec la contestation basque simplement par la répression et donc une certaine reconnaissance de l'ETA. Mais, à son tour, cela se produit à un moment où le gouvernement se sent plus fort. Il a réussi à obtenir un appui international important, un bon niveau de discipline dans ses propres rangs, il a jugulé les nationalistes bourgeois...

L'offensive du PSOE

Avec ces cartes en mains, et certainement en tablant sur l'affaiblissement des forces radicales et le relatif isolement du "problème basque", le gouvernement espagnol est passé de la "coexistence" avec un problème sans solution, (coexistence qui ne l'empêche pas d'essayer à plusieurs reprises de traiter ce dernier, en essayant de l'affaiblir à coup de tours de vis répressifs et de manoeuvres politiques incessantes) à la tentative d'une offensive de grande envergure, non seulement contre l'ETA mais contre toute prise de position de résistance nationale. Le saut accompli dans les mesures répressives, le rôle actif que le parti au gouvernement a acquis dans la vie institutionnelle basque, les demandes de consensus à tous les autres partenaires, y compris l'annonce d'une certaine réadaptation du projet d'organisation de l'Etat, paraissent être des jalons de cette offensive. Elle comprend en même temps aussi bien le récent pacte antiterroriste signé au pays Basque que le jeu de la négociation.

Il faut en outre considérer que par ses marges de manoeuvre, ses particularités politiques, le type de transition vécue, le titillement constant du sabre militaire, le gouvernement n'avait guère utilisé auparavant la tactique "négociatrice". Il faudra dorénavant s'habituer. Mais on connaît d'autres exemples de gouvernements européens, comme celui de la Grande-Bretagne qui, en maintenant des "négo-

1) KAS est une plateforme politique d'Herni Bata-suna (voir plus loin) qu'elle a notamment avancée durant la campagne électorale de novembre 1986, et dont les trois points les plus importants sont le droit à l'autodétermination, la réintégration de la Navarre dans le territoire basque et l'amnistie. Pour une analyse de fond du problème basque, voir l'article de José Iriarte Bikila, dans *Inprecor* numéro 234 du 19 janvier 1987.

ciations" avec l'IRA et même en faisant des concessions, n'ont jamais rien cédé sur l'essentiel, ce qui fournirait une véritable solution au problème, l'intégrité nationale de l'Irlande (ou un "cadre juridico-politique" permettant de l'obtenir).

Il semble que le gouvernement espagnol ait également promis de discuter avec l'ETA sur les "questions politiques", ou de les déferer à une négociation parallèle entre le Parti socialiste (PSOE) et Herri Batasuna (HB). En revanche, on ne peut prévoir si ces "questions politiques" seront résolues en marge du tissu institutionnel existant et des compromis politiques établis, car les bonnes "dispositions" du gouvernement pourraient bien n'être qu'une tactique dilatoire, une perte de temps voulue, cohérente avec son objectif dans la négociation.

Un résultat difficilement prévisible

Il ne faut pas conclure de ce que nous venons de dire que "trêve" et "négociation" vont aboutir à un résultat préétabli, ni que ce sera le gouvernement qui gagnera la bataille.(...) La progression ou les reculs de la lutte de libération nationale qui en découleront, et à quel niveau, dépendront des succès ou des erreurs politiques, des uns et des autres. Comme toujours au-dessus des considérations purement militaires, la politique est aux postes de commande. Il faut être clair : nous ne parlons pas de la "bataille décisive", à laquelle, par ailleurs, le communiqué même de l'ETA ne fait pas non plus référence.

Il reste à dire que pour importante qu'elle soit ou ait été, ce n'est pas l'activité militaire qui est déterminante. Elle ne l'est ni dans ses moments de force, ni dans ses moments de faiblesse : la force de la résistance basque ne s'est pas mesurée aux offensives de l'ETA, et la faiblesse sur le terrain de l'ETA n'a pas non plus signifié un niveau qualitativement inférieur de cette résistance, en marge des autres composantes. Le rapport de forces est un concept plus complexe, irréductible au militaire, liés aux processus sociaux qu'il influe et qu'il modifie, parfois de façon très importante, comme dans notre cas, l'activité armée.

C'est pourquoi, ni la poursuite des actions armées, ni leur abandon (provisoire ou définitif) ne peuvent être considérés comme positifs ou négatifs en eux-mêmes. On ne peut les analyser qu'en relation avec la capacité de progresser dans l'établissement d'un rapport de forces par rapport à l'Etat et à l'ensemble des forces qui incarnent l'oppression et l'exploitation. Les détours et les replis tactiques, le remplacement d'un axe par un autre font partie de ce processus. Mais l'important c'est de ne pas perdre de vue l'orientation politique d'ensemble. Enfin, il ne sert à rien de spéculer sur ce qui va se passer ; nous serons simplement attentif à ce qui va se passer. ■

13 février 1988.

Iñaki Esnaola (HB)

- COMBATE : Vous avez souvent affirmé que la négociation est "irréversible". Peux-tu nous expliquer ce que vous entendez par là ?

- Iñaki ESNAOLA : Quantitativement, ils sont plus nombreux. Mais je pense que c'est précisément à leurs déclarations qu'on comprend que le processus est irréversible. Un processus qui peut adopter beaucoup de formes différentes, qui peut ne pas être essentiellement la négociation ETA-gouvernement.

Les déclarations du système vont toutes dans le même sens, dire continuellement que la seule chose qu'ils peuvent offrir, c'est la libération des prisonniers... Nous trouvons bien une philosophie centrale : avec ETA on ne peut négocier que sur la violence. Mais cette simple parole a des significations multiples. "L'arrêt de la violence", mais comment ? Dans quel sens ? Dans quelles conditions ?

Pour ma part, il me semble que le gouvernement espagnol, plus ou moins soumis aux pressions de l'Europe de 1992, par les militaires (ceux de Bruxelles, non ceux de Madrid) se voient "obligé" de reconduire la situation actuelle. Et dans cette reconduction, est incluse l'obligation de conclure sur le "problème basque" de la façon la meilleure et la plus rapide qui soit. L'Europe l'aide dans cette tâche, mais l'oblige aussi à trouver un accord négocié, parce que sinon la violence se situe à un niveau différent du reste de l'Europe. On ne peut en finir avec un problème de violence si l'on n'en finit pas de façon négociée.

- Mais, en plus du contexte européen, nous avons les particularités de cet Etat, avec le pouvoir qu'ont les militaires, et une organisation de l'Etat des autonomies (1) que tous jurent et jurent encore de défendre ? Crois-tu que le PSOE soit capable de domestiquer ces forces et de leur faire accepter une négociation politique ?

- Je te l'ai déjà dit, pour ce qui est des militaires, il faut aujourd'hui penser davantage à ceux de Bruxelles qu'à ceux de Madrid. Je ne minimise pas l'importance des militaires de Madrid, mais je crois que leur opinion et celle du PSOE ne sont pas très différentes. Le PSOE serait disposé à tracer un nouveau modèle d'Etat en fonction de la fin du problème de la violence. C'est-à-dire, existent des possibilités de changement des limites. Et de fait, il existe des formules avec une interprétation très vague des normes en vigueur qui pourraient permettre de discuter de la question de la Navarre sans toucher apparemment au système. Ces formules-là ne nous

plaisent pas. Ce ne serait pas pour moi une conquête significative que les quatre régions soient unies dans un organisme unique, structuré dans le cadre actuel de l'Etat des autonomies.

Toutefois, le problème le plus important, sur lequel le gouvernement va mettre toutes ses forces, c'est dans les possibilités que nous autres Basques, aurons au plan du pouvoir politique. C'est là la discussion, parce qu'en fin de compte, la capacité de pouvoir politique ne crée pas seulement le changement des limites du cadre politique actuel, mais (et l'Etat en est conscient) il peut également produire un changement dans le rapport des forces, à cause des aspirations majoritaires des gens.

- Que peut-on attendre donc de ces négociations ?

- On ne peut pas faire de prévisions. Nous sommes encore dans une phase de prise de contacts. Comment vont se passer ces négociations, les protagonistes eux-mêmes ne le savent pas. Mille formules peuvent être adoptées. Il me semble qu'il s'agit de parvenir à un accord qui donne la possibilité politique pour développer toutes les aspirations qui jusqu'à présent, ont été corsetées parce qu'elles n'ont pas de possibilités légales d'expression. D'une certaine façon, il s'agirait de parvenir à une voie démocratique plus ou moins entière en Euskadi, où nous aurions tous les mêmes instruments, contrairement à ce qui prévaut à l'heure actuelle, où nous voyons la majorité (qui ici est la minorité, certainement) qui dispose des instruments politiques pour maintenir cet Etat des Autonomies, alors que toi (qui certainement sur des objectifs démocratiques a la majorité) ne l'a pas, et devient minorité de ce fait même.

- Il serait possible de conquérir l'autodétermination par cette voie ?

- Ce serait un problème de délais. Bien entendu, voilà qui serait un des thèmes de la discussion. Dans cet accord dont il est question, le thème de l'autodétermination doit être en bonne place. Les points de l'alternative doivent être cernés. Il y aura bien entendu, un délai pour leur mise en pratique. L'accord entraînerait des périodes de transition.

1) Sous prétexte "d'égaliser" toutes les autonomies, une loi, promulguée en 1982, vise à réduire les pouvoirs des gouvernements autonomes basque et catalan. C'était clairement une concession faite aux forces armées pour leur faire comprendre que le "message" de la tentative de putsch du 21 février 1981 par Tejero avait été reçu..

- *Ce serait une voie institutionnelle ?*

- Je ne sais pas. Sur le terrain des forces politiques oui, Institutionnelles, il n'y a pas de raison. Poser le problème de l'autodétermination a la même valeur légale dans le parlement autonome que dans une réunion de partis en marge. Je pense que ce sera là une bataille. Que nous allions ou pas au parlement, se fera en fonction de donner une définition à ces institutions. L'une des tâches était jusqu'à présent de ne pas participer pour délégitimer le système. Aussi il serait étrange que nous allions maintenant au parlement demander à Madrid le droit à l'autodétermination une fois qu'elle serait reconnue dans la négociation.

Mon idée, c'est de parvenir à des accords entre forces politiques sans donner aucune valeur aux institutions actuelles.

- *Quelles sont les institutions dans lesquelles HB pourrait participer ?*

- Purement l'Alternative KAS. Les quatre régions d'Euskadi-Sud unies et un certain pouvoir politique. En principe, il faudra que ce soit les mêmes structures d'Etat que maintenant mais avec des instruments qui puissent changer cette structure d'Etat.

- *Le PSOE pourrait-il être disposé à changer son attitude sur la question d'Euskadi ?*

- Ils disent que oui. Bien sûr ensuite, il y a les pièges qu'ils peuvent te tendre après avoir dit que oui, mais ce sont eux qui posent le problème. Et ils posent le problème de l'autodétermination, à terme. Même s'ils jurent que non aujourd'hui. Personne ne croit qu'ils vont tous les mois à Alger pour répéter le refrain de ces trois dernières années "laissez les armes en échange des prisonniers". S'ils y vont, c'est qu'il se passe des choses différentes. (...)

Combate, 13 février 1988

Partis politiques basques

Parti nationaliste basque (PNV) : organisation de la bourgeoisie nationale basque, fondé voilà 90 ans. Quoique affaibli, demeure le premier parti d'Euskadi.

Herri Batasuna (Unité populaire, HB) : Organisation nationaliste révolutionnaire, considérée comme proche de l'organisation armée ETA.

Eusko Alkartuna (Solidarité basque, EA) : scission en 1986 du PNV, dirigée par l'ancien président du gouvernement basque "lende-kari" Carlos Garaikoetxea.

Euskadiko Ezquerria (Gauche basque, EE) : formée au départ par d'anciens militants de la branche "politico-militaire" d'ETA.

EMK : organisation en Euskadi du Mouvement communiste (MC). Le MC et la LCR entretiennent des relations fraternelles et suivies.

Josefxo Fagoaga (EMK)

- **COMBATE :** *Quelle est l'analyse de l'EMK sur cette question des négociations ?*

- **Josefxo FAGAOGA :** Ce qui est sûr, c'est que dans toute cette affaire de négociations, il faut distinguer des choses très différentes : celles qui se font en pensant qu'elles influenceront sur l'état de l'opinion publique, et les autres qui peuvent réellement transformer la réalité objective.

A partir de là, nous pouvons ajouter que dans la majeure partie des cas où est agitée cette question de la négociation, tant par la gauche *abertzale* ("patriote") que par les courants politiques qui soutiennent le régime actuel, cela se fait plus avec des préoccupations de propagande, de travailler sur l'état de l'opinion publique, que dans une volonté de changer la réalité objective. Il s'agit, de la part d'ETA, de donner une image moins mauvaise de l'action militaire et de créer le sentiment dans l'opinion, ce qui est juste évidemment, que le principal responsable de la violence, c'est l'Etat, qui a entre ses mains la clé de la paix. Il s'agit également de présenter cette paix digne comme quelque chose de possible, à travers la négociation, à plus ou moins court terme pour maintenir vivants les espoirs de succès du mouvement qui l'appuie. Pour l'Etat, les objectifs se situent sur un terrain très semblable : finir de gagner l'appui de l'Etat français, justifier la répression face à "l'intransigeance" des terroristes, et faire pression sur les secteurs moins fermes de la gauche *abertzale*.

Tout cela forme un champ de problèmes très large et très complexe. Beaucoup moins étendu est, à notre avis, le champ des transformations réelles qui peuvent sortir de cette négociation. La marge des concessions que peut faire l'Etat espagnol est réduite, par les caractéristiques mêmes de cet Etat, (et plus particulièrement, ses institutions armées) par sa situation internationale, par l'opinion qui s'étend en son sein comme quoi "la bataille contre ETA est en passe d'être gagnée". Cela ne signifie pas qu'il n'existe aucune marge pour la négociation, mais pour prendre un point de référence, rien qui ressemble à ce qu'on nomme le programme KAS.

La dernière proposition de "cessez-le-feu" faite par ETA doit être située dans ce contexte. Un concept complexe et difficile, peu propice aux estimations et jugements concluants. Peut-être est-il utile de toute façon, de faire deux ou trois réflexions générales.

La première se réfère aux difficultés de la lutte. C'est Lénine, si je m'en souviens bien, qui mettait en garde contre les risques du simplisme et de la superficialité au moment de juger des tactiques politiques.

Le chemin de la lutte révolutionnaire, disait-il, est si difficile et si escarpé, qu'il est absurde de critiquer quelqu'un parce qu'il ne suit pas d'une manière stricte et rigide, la ligne droite qui paraît mener au sommet. Le chemin de la lutte révolutionnaire oblige souvent à prendre des sentiers sinueux. Ce qui est réellement important c'est que ces sentiers, après leurs inévitables tours et détours, montées et descentes, aillent vers le sommet et non vers le fond du ravin.

La seconde réflexion qu'il nous paraît également pertinent de souligner ici, c'est que l'EMK ne critiquera jamais ceux qui collectivement ou individuellement, veulent abandonner la lutte armée, que ce soit temporairement ou définitivement. Nous l'avons dit dans des occasions bien distinctes de celles d'aujourd'hui. Celui qui laisse la lutte armée l'a pratiquée avant, et ceci, dans la société dans laquelle nous vivons, où seule une petite minorité a le courage de le faire, prend à nos yeux, une valeur politique suffisante pour rendre injustes les critiques verbales, sans même parler d'autres plus dures. Le problème n'est pas, à notre avis, de laisser ou pas les armes, mais dans la ligne politique que l'on adopte quand on laisse les armes. Et même quand on ne les laisse pas.

Maintenant, nous ne sommes pas de ceux qui applaudissent sans réserves l'initiative d'ETA. En partie, nous l'avons déjà dit, nous manquons des éléments de jugement nécessaires pour l'estimer globalement. Et en partie également parce que nous ne sommes pas habitués de faire de nécessité vertu et nous préférons regarder les choses telles qu'elles sont. Ce fut certainement un penseur oriental qui a dit que le pire d'une défaite, c'est de la confondre avec une victoire. En disant cela, nous ne voulons pas dire que la proposition d'ETA est obligatoirement une défaite, mais essayer de la faire passer comme une progression irrésistible des forces basques radicales, c'est essayer de faire prendre des vessies pour des lanternes.

Combate, 13 février 1988

Refondation du PPS

AU SEIN DE L'OPPOSITION polonaise la question de la création d'un parti socialiste était apparue à de nombreuses reprises. Un tel parti - renouant avec la tradition du socialisme indépendantiste polonais du début du siècle, avec celle de la social-démocratie de l'entre-deux-guerres et celle de la résistance anti-nazie au sein de laquelle le parti socialiste Liberté-égalité-indépendance (PPS-WRN) jouait un rôle clé - intéressait avant 1980 certains militants qui, au sein du Comité de défense des ouvriers (KOR) se posaient la question de la reconstruction d'un mouvement ouvrier indépendant. Le premier bulletin ouvrier - *Robotnik* - publié à l'initiative de membres du KOR en 1977 ne reprenait-il pas le titre de l'organe du Parti socialiste polonais ?

Cyril SMUGA

LE DEVELOPPEMENT fulgurant du syndicat indépendant Solidarité en 1980-1981, en tant que mouvement de masse unitaire a relégué au second plan la question de la constitution de partis politiques. Les quelques centaines de militants oppositionnels d'avant août 1980 se fondirent dans la masse. La manière de penser les questions politiques fut bouleversée de fond en comble. Dorénavant l'apparition de partis politiques ne pouvait qu'être le fruit de différenciations au sein de Solidarité, fondées sur l'expérience des réussites et des échecs du syndicat, différenciations qui, au vu du rejet massif de la forme "parti" identifiée par la plupart des militants syndicaux au POUP et de la confusion idéologique régnant au sein du mouvement de masse, devaient prendre d'autres formes.

Il est significatif à ce titre qu'en 1981, lorsque les premières différenciations ont vu le jour, elles s'exprimèrent dans des mouvements tels le "Réseau" des grandes entreprises ou encore la Fédération nationale de l'autogestion. Les tentatives de lancement de partis politiques - fort nombreuses alors (au moins six "partis" se référant à la tradition socialiste ou social-démocrate ont été créés) - ont rapidement fait long feu sans dépasser le stade de leur proclamation.

Le coup d'Etat du général Jaruzelski en décembre 1981 a une fois encore redistribué les cartes. Les tâches de reconstruction des structures syndicales dans la clandestinité et la pression unitaire des masses ont relégués au second plan les divergences idéologiques. Ce n'est qu'après une série d'échecs de Solidarité, dont le plus grave fut l'incapacité de sa direction clandestine de saisir l'occasion des grèves spontanées du début octobre 1982 après la dissolution officielle du syndicat, puis le fiasco de la grève générale appelée à

froid pour novembre de la même année, qu'une différenciation a commencé à voir le jour et que des militants posèrent une nouvelle fois la question de la construction de partis politiques liés à Solidarité et agissant à ses côtés.

Au sein de l'aile gauche du mouvement, cette question - sous la forme d'une proposition de reconstruire le Parti socialiste polonais - réapparaît dans l'hebdomadaire clandestin *Robotnik* (publié par des militants du Comité ouvrier inter-entreprises de Solidarité de Varsovie, qu'il ne faut pas confondre avec le bulletin du même nom publié de 1977 à 1981 par les militants du KOR).

Quel type de parti construire ?

A partir de 1983-1984, *Robotnik* publia régulièrement des articles consacrés à la discussion des contours et de la forme que pourrait prendre un tel parti. Constatant que "la question de savoir s'il faut, et quand, ressusciter le Parti socialiste polonais est en discussion dans de nombreux milieux sociaux" et que "la formation de partis politiques sera sans aucun doute la voie naturelle du développement des idéaux démocratiques et libertaires d'août" 1980, un rédacteur de ce journal écrivait en janvier 1984 que le nouveau PPS "pour qu'il puisse avoir la force et l'autorité politique nécessaires, devra compter au moins quelques milliers de membres et avoir des dirigeants ainsi qu'un programme largement connus" Il mettait en garde contre une proclamation prématurée du PPS et concluait que "seule une présentation ouverte, publique, de l'alternative socialiste par des personnes jouissant de l'estime sociale et connues pour leur engagement en faveur du socialisme démocratique sera un défi d'importance historique" (1). Dans un article, publié peu après, un autre rédacteur du jour-

nal présentait ainsi le contour idéologique du futur parti: "Notre tâche, la tâche des socialistes polonais des années 80, c'est la lutte politique et économique au sein du syndicat et des partis politiques, c'est de reprendre les mots d'ordre et les idéaux pour lesquels sont morts Ludwik Warynski et Janek Wisniewski (2), les ouvriers de la Commune de Paris et les ouvriers polonais du chantier naval "Commune de Paris". Le premier pas sur cette voie consistait à leur reprendre notre fête ouvrière du 1er Mai. Le pas suivant sera la création de groupes socialistes qui, dans la discussion et par la lutte détermineront les formes du mouvement socialiste polonais." (3)

Des débuts difficiles

Les propositions de *Robotnik* ne trouvèrent pas alors d'écho très large. La crise politique larvée dans laquelle était plongé le syndicat Solidarité et l'absence dans les propositions de *Robotnik* de perspectives politiques immédiates apparaissant comme une alternative face à celles formulées par la direction syndicale ne rendaient pas ce projet attractif, même aux yeux de militants qui pourraient être tentés par une organisation s'affirmant clairement de gauche.

Face à ces difficultés, en 1984-1985 le groupe autour de *Robotnik* a connu une évolution à droite. Des conceptions niant l'existence même de la classe ouvrière y sont apparues - la majorité des travailleurs y fut caractérisée comme une "classe industrielle" amorphe et passive. Le porteur des changements révolutionnaires devait être dans cette conception une "nouvelle classe" composée de jeunes ouvriers qualifiés, de techniciens, d'ingénieurs, d'enseignants, de créateurs, de professions libérales et d'étudiants.(4) En même temps le journal présentait la situation au Nicaragua comme une "lutte entre la démocratie et le communisme" et il a publié un interview avec Arturo Cruz, chef de file de la soi-disant Coordination démocratique, présenté comme le "combattant nicaraguayen de la liberté" (5). La situation changea lorsque, après l'amnistie de la quasi-totalité des prisonniers politiques en septembre 1986, des divisions publiques apparurent au sein de la direction de Solidarité. La très relative libéralisation du régime convainquit une aile de celle-ci que la bureaucratie sera perméable à la pression démocratique dans le cadre de la seconde étape de la réforme économique

1) Article de Jan Morawski, dans *Robotnik* numéro 44 du 23 janvier 1984. La traduction française de cet article est parue dans *Inprecor* numéro 185 du 3 décembre 1984.

2) Ludwik Warynski fut, en 1882, le fondateur de Proletariat, premier parti ouvrier marxiste de Pologne. Janek Wisniewski était un ouvrier. Il fut assassiné en décembre 1970 à Gdynia et son corps fut porté par les manifestants tout autour de la ville. Il est devenu le symbole de la lutte des travailleurs contre le "socialisme réel".

3) Article d'Igor Lewy dans *Robotnik* numéro 45 du 30 janvier 1984. La traduction française de cet article est parue dans *Inprecor* numéro 185 du 3 décembre 1984.

4) Article d'Igor Lewy dans *Naprzod* numéro 2, 1985.

5) *Robotnik* numéro 69 du 19 août 1984.



qu'elle préparait. Ces militants virent dans les projets économiques du gouvernement une évolution positive, bien qu'hésitante et incomplète, et choisirent d'appuyer ce qui dans la réforme économique leur apparaissait comme devant briser à terme le monopole bureaucratique de l'économie.

C'est un choix diamétralement opposé qui guida le courant "syndicaliste" de Solidarité, influent en particulier en Basse-Silésie et en Poméranie occidentale. Constatant que la seconde étape de la réforme économique impliquait en premier lieu une forte hausse des prix et une aggravation des conditions de travail, bref un accroissement de l'exploitation de la force du travail, les "syndicalistes" mirent en avant la nécessité de renforcer ou de reconstruire les structures syndicales dans les entreprises afin de mobiliser les travailleurs autour des revendications matérielles. La rédaction de *Robotnik* parvint à des conclusions similaires et les militants regroupés autour du journal tentèrent de formuler un programme d'action immédiate dans les entreprises (6).

Intégrer les nouvelles générations

Une convergence se dessina entre les propositions de *Robotnik* visant à donner du "grain-à-moudre" aux militants d'entreprises et celles qui mettaient l'accent sur le développement de comités constitutifs publics de Solidarité dans les entreprises afin d'intégrer à l'action syndicale la nouvelle génération de travailleurs, qui n'avait pas connu Solidarité légale et ne trouvait pas la voie menant vers les commissions syndicales clandestines d'entreprises. C'est cette convergence qui constitua la base de refondation du Parti socialiste polonais en novembre 1987, dont le journal *Robotnik* devint l'organe central. Elle permit de plus que des oppositionnels d'orientation socialiste non engagés dans aucun des deux courants constitutifs rejoignent le PPS.

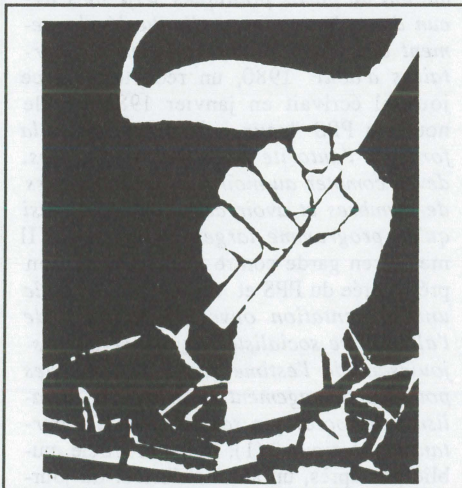
Lors de la fondation du PPS (7), un document d'orientation générale - la *déclaration politique du PPS* - fut adopté. Nous en publions ci-contre de très larges extraits.

Fidèles à la conception d'un parti public dont les dirigeants seraient des personnalités et qui renouerait avec la tradition du PPS historique, les fondateurs du PPS ont cherché à organiser dans le parti les survivants du PPS historique et des figures illustres de l'opposition polonaise. La structure de direction du PPS reflète cette volonté : d'une part, un présidium, composé pour une bonne part de personnalités historiques de l'opposition et de dépositaires de la tradition socialiste, dont les fonctions sont idéologiques et de représentation, et d'autre part, un comité exécutif central (CKW), censé diriger le parti au jour le jour, composé de militants de terrain, l'organe dirigeant - le Conseil général - étant l'addition de ces deux instances et de délégués régionaux du parti élus à la base. Cette structure lourde ne put - de part les interventions fréquentes de la police politique qui en arrêtant une partie des militants empêchait la tenue des réunions - jouer réellement son rôle.

Le harcèlement policier

Dès sa fondation, le parti fut en effet confronté à l'action assidue de la police politique. Son congrès fut interrompu au bout de quelques heures par l'interpellation d'un grand nombre de participants et de ce fait, certains documents ont dû être adoptés en petit comité et en l'absence de certains dirigeants. C'est notamment le cas de la *Déclaration politique du PPS* - principal document de référence du parti - adopté alors qu'une partie des membres du CKW, qui proposaient des projets alternatifs, étaient en prison.

Depuis novembre 1987 le PPS connut un développement significatif. Interrogé par téléphone Jan Jozef Lipski évaluait le 4 février dernier le nombre de ceux qui déclaraient leur candidature à plus d'un millier. Il parvint à mettre sur pieds des cercles d'entreprise dans certaines grandes usines du pays et ses militants jouèrent un rôle actif dans le développement de la presse syndicale d'entreprise - en organisant notamment une "semaine de la presse d'entreprise" au cours de laquelle ils diffusèrent les journaux clandestins devant les portes des usines - et dans la constitution de comités constitutifs de Solidarité dans les usines. Après la hausse des prix



du 1 février, les militants du PPS ont joué un rôle important en popularisant les mouvements revendicatifs et en tentant, à la mesure de leurs forces, d'aider à leur organisation.

Se délimiter politiquement

Dans cette situation, selon Piotr Ikonowicz, membre du présidium du PPS que nous avons interrogé par téléphone, "il y avait une forte pression de la part de notre base ouvrière pour qu'on publie une déclaration qui nous délimite plus clairement face au pouvoir et face au POUP que ne le faisait celle adoptée lors du congrès". Des divergences apparurent au sein de la direction du PPS à ce sujet. Le projet d'une *déclaration de principes d'action* soumis lors de la réunion du présidium du parti du 3 février 1988 et la proposition de transformer cette réunion au vu du nombre d'observateurs en session du Conseil général se heurta à l'opposition de plusieurs membres du praesidium qui jugèrent cette manière d'agir quelque peu cavalière. Le 7 février plusieurs dirigeants du parti - dont notamment Jan Jozef Lipski, Wladyslaw Goldfinger-Kunicki, Jozef Piniór et Marek Nowicki - furent interpellés par la police et ne purent participer à la réunion du Conseil général. Les autres membres de ce Conseil ont cependant adopté le texte litigieux, ce qui fut interprété comme une manœuvre par les dirigeants opposés à certaines des formulations qu'il contenait. Interrogé par téléphone Jozef Piniór, (un des deux vice-présidents du parti) expliquait ainsi cette attitude: "Je pense que la police a considéré que notre arrestation suffisait à paralyser la réunion et qu'il était inutile de chercher à interpellier les autres dirigeants. Les camarades restés libres voulaient bien faire, craignant une attaque de la police contre le parti - certains d'entre eux venaient à peine de sortir de la maison d'arrêt de Wrocław - ils cherchaient à donner une colonne vertébrale politique au parti." C'est également l'impression de Piotr Ikonowicz, qui fut présent lors de cette réunion: "Lorsque la déclaration politique du congrès fut adoptée, j'étais moi-même en prison avec plusieurs de mes camarades. Elle fut adoptée par ceux, qui ont été arrêtés le 7 février. En quelque sorte les rôles ont été inversés. Seulement, ce que nous n'avions pas compris en adoptant le nouveau document, c'est que la situation dans le parti était déjà différente à ce moment." Cela provoqua une crise au sein de la direction du PPS. Quatre membres du présidium du parti - Jan Jozef Lipski (le président), Wladyslaw Goldfinger-Kunicki (un des deux vice-présidents), Andrzej Malanowski (le secrétaire) et Marek Nowicki ont alors rendu publique la déclaration suivante:

"Depuis décembre 1987, l'activité de certains membres du Conseil général de PPS fut marquée par des manipulations du caractère policier. Elles avaient pour but

6) Les débats dans Solidarité et les différentes positions en présence alors ont été présentés dans *Inprekor* numéro 248 du 7 septembre 1987.

7) SB, la police politique.

d'introduire des divisions artificielles et non justifiées parmi les membres de la direction. En même temps on tentait de paralyser le travail programmatique du parti. Dernièrement, cette action s'est approfondie. Le 3 février 1988 se produit une tentative de transformer, en dehors des règles statutaires et sans en aviser tous ses membres, une réunion du présidium du Conseil général en session du dit Conseil, cela dans le but de forcer l'adoption d'une résolution programmatique de caractère gauchiste-trotskyiste.

Juste avant la réunion du Conseil général, convoquée pour le 7 février, le Service de Sureté (8) a arrêté de manière sélective les membres du Conseil général qui étaient opposés à l'adoption d'une telle résolution. Le caractère et le déroulement de l'arrestation indiquaient qu'il s'agissait uniquement d'isoler pendant quelques heures ces personnes là. L'interpellation des camarades fut utilisée par un groupe de membres du Conseil général pour signer une déclaration qualifiant le parti de révolutionnaire et de plus ne rejetant pas la violence.

On a tenté de diffuser cette déclaration en tant que résolution du Conseil général du PPS. Cette provocation avait pour but de compromettre le PPS aux yeux de ses sympathisants dans le pays et à l'étranger et aux yeux des partis regroupés au sein de l'Internationale socialiste. Cela devait servir indirectement à compromettre les mouvements et les courants socialistes renaissants en Pologne.

Ne pouvant pas déterminer l'importance de l'infiltration et refusant de prendre la responsabilité pour les effets futurs d'une telle situation, nous avons décidé de quitter la direction du PPS, en réservant la décision de notre appartenance au parti afin de voir si la direction restante du PPS, subissant pour le moment passivement la manipulation, sera capable de s'épurer. Dans le cas contraire nous ne verrons pas de possibilité de continuer notre activité au sein du parti. Au contraire nous y verrions un danger social. Nous restons fidèles à la tradition du PPS et aux idéaux du socialisme." (9)

"Sortir de la réserve"

Les 12 membres restants du Conseil général du PPS présents à sa session du 14 février adoptèrent un projet de déclaration de principes (voir page 22) soumis à la discussion interne au sein du PPS. Selon Piotr Ikonowicz, que nous avons interrogé à ce sujet au téléphone, ce texte reprenait en la corrigeant - notamment toute référence au caractère révolutionnaire du PPS y fut supprimée - la déclaration litigieuse du 7 février.

Parlant de ce document Piotr Ikonowicz précise: "Avec ce texte nous voulons sortir d'une sorte de réserve dans laquelle le pouvoir veut enfermer l'opposition. Nous rompons une sorte de compromis silencieux, qui consiste en ce que le pouvoir ne réprime pas trop durement les opposants qui pour leur part se gardent de le remettre en cause trop clairement. Nous re-

fusions une telle attitude inspirée de la tactique des Indiens qui se limitaient à protester contre les méfaits des colons dans des pétitions envoyées au vice-roi. Et par là-même, nous montrons que ceux qui se complaisent dans la réserve, le font non parce qu'il est impossible de faire autrement, mais parce que c'est leur choix."

Commentant la démission de quatre de ses membres, le Conseil général déclarait: "Dans la déclaration motivant ce fait apparaît l'affirmation grave au sujet d'une infiltration par la police politique. C'est une accusation très grave. Nous nous étonnons que n'ait pas été employée la possibilité statutaire de procédure devant le tribunal fraternel (articles 11, 12 et 13 des principes statutaires provisoires du PPS).

Cela est d'autant plus moralement condamnable, que l'accusation de collaboration avec le ministère des Affaires intérieures implique de fait, dans les conditions polonaises une mort civile. La tâche du tribunal serait également de décider où s'arrête la discussion des divergences politiques et où commencent les accusations gratuites."

"Des accusations très graves"

La mise en avant d'accusations aussi graves sans employer la voie statutaire et alors que le PPS compte à peine trois mois d'existence, doit conduire à poser la question du tacticisme et à mettre en cause la réalité des convictions socialistes des intéressés. A la lumière des conditions difficiles dans lesquelles le PPS agit, et de la dépréciation du mot socialisme au sein de la société polonaise, l'accusation portée dans les déclarations des quatre membres du Conseil général met en question leur attachement au PPS. Jusqu'au congrès programmatique les fonctions vacantes au sein du présidium du Conseil général le resteront." (10)

Dans un communiqué de presse ils écrivaient à propos de la démission de quatre de leurs camarades: "Le Conseil général considère cela comme une tentative de dévier la discussion à propos du programme vers la sphère des luttes personnelles."

Une procédure de conciliation, sous la forme d'une commission composée de militants ne prenant pas part au conflit et connus pour leur impartialité, devait être mise en place.

Quoi qu'il en advienne, cette crise témoigne des immenses difficultés auxquelles se heurtent les tentatives de construction d'un parti ouvrier dans un pays où le stalinisme est parvenu à briser la continuité du mouvement ouvrier. ■

29 février 1988

8) Déclaration recueillie au téléphone auprès de Jan Josef Lipski.

9) Déclaration recueillie au téléphone auprès de Josef Pinior.

10) Communiqué recueilli au téléphone auprès de Josef Pinior.

DOCUMENT

Déclaration politique du Parti socialiste polonais

IL Y A QUATRE-VINGT-QUINZE ans est né le Parti socialiste polonais. Un parti qui organisait les Polonais pour la lutte en faveur de l'indépendance et de la justice sociale et qui au temps de l'esclavage avait pris une part active à la lutte armée pour la Pologne indépendante. Grâce à l'inspiration de ce parti, les travailleurs ont obtenu au début de l'entre-deux-guerres une législation sociale progressiste et c'est ce parti qui, de concert avec le mouvement paysan, s'est opposé aux tendances autoritaires. Durant la seconde guerre mondiale, le PPS s'est affronté aux deux agresseurs en luttant pour la Liberté - l'Egalité - l'Indépendance.

Il y a quarante ans les communistes ont détruit le mouvement socialiste démocratique. De nombreux dirigeants socialistes ont péri dans les geôles polonaises et soviétiques, de nombreux autres y ont passé de longues années. Mais le PPS a empêché qu'on le raye de l'histoire et de la conscience sociale. (...)

"Renouer avec la tradition"

Aujourd'hui, date anniversaire du Congrès de Paris, nous reconstruisons le Parti socialiste polonais en ayant pleinement conscience de la portée de la tradition avec laquelle nous renouons. Un parti public et légal, qui a sa place dans le cadre de l'ordre constitutionnel. Son droit à l'existence légale découle aussi des normes juridiques internationales, ratifiées par les autorités de la République populaire de Pologne.

Nous sommes conscients que le mot "socialisme", accaparé par les communistes, ne jouit pas de popularité au sein de la société polonaise. Il est identifié avec le pouvoir. Par notre travail, notre lutte et notre pensée créatrice, nous rétablirons le sens propre à ce mot et aux valeurs qui lui sont liées. La société polonaise a, à plusieurs reprises, réclamé ces valeurs : faire de l'homme le sujet et non l'objet dans la société, la dignité du travail et l'indépendance de la nation. Les ouvriers polonais ont fait de même lors de la montée d'août 1980. Ces valeurs furent présentes dans l'activité des forces indépendantes entre août 1980 et décembre 1981 et elles ont trouvé leur expression dans le programme de la République auto-

gérée adopté lors du premier congrès national de Solidarité. Les socialistes polonais ont lutté pour la liberté, la démocratie et la justice sociale au sein des structures oppositionnelles des années 70 et 80.

Nous créons le Parti socialiste polonais au moment où les gouvernants déclarent leur volonté de restructuration de l'économie et de démocratisation du système. Le programme économique présenté, bien qu'il contienne une série de propositions indiquées plus tôt par l'opposition et par des intellectuels indépendants, est cependant bancal et surtout il met en danger les droits et les intérêts de la majorité des travailleurs. Dans cette situation la question clé est l'obtention par les mouvements indépendants d'une influence réelle sur la vie politique du pays. Nous considérons qu'il est possible dès maintenant de mener des activités politiques réelles face au pouvoir.

Notre programme sera ouvert et construit de manière à être perméable aux modifications portées par le temps et les réalités de la vie. Nous ne voulons pas le fonder sur une doctrine rigide. Nous ne voulons pas non plus nous lier à une quelconque philosophie, bien que nous ne cachions pas qu'aujourd'hui les enseignements sociaux de l'Eglise catholique, et avant tout l'enseignement de Jean-Paul II, nous sont plus proches que le marxisme. La philosophie devrait être le domaine des individus intéressés et des institutions spécialisées et non des partis politiques. Nous considérons que les convictions religieuses sont une affaire privée de chacun et le PPS n'oppose dans ce domaine à ses membres aucune restriction. (...)

Le PPS aspire à la coopération et à l'amitié avec toutes les nations du monde, et avant tout au dépassement des différends et des tensions avec nos voisins, en reconnaissant le droit de chacun à l'autodétermination. Nous voulons agir en vue de garantir le libre développement national, culturel et religieux de toutes les minorités nationales en Pologne. (...)

Sans ignorer la réalité politique, qu'on peut et qu'on doit modifier, le PPS veut exercer une influence sur la manière dont le pouvoir est exercé en Pologne. Il le fera en initiant et en développant les changements démocratiques, en organisant le contrôle social sur les activités des pouvoirs, en soutenant le mouvement syndical renaissant et en collaborant étroitement avec lui. Nous lutterons pour le respect des droits de l'Homme et en particulier pour : le droit de vivre dans un pays indépendant et libre, la liberté d'organisation, le pluralisme politique. Nous revendiquons le droit de vivre dans un milieu naturel non pollué, le droit à un service civil de remplacement et l'abrogation de la peine de mort.

Nous appelons tous les Polonais qui se reconnaissent dans les idéaux de la gauche démocratique à rejoindre les rangs du PPS. ■

Novembre 1987

DOCUMENT

Déclaration de principes d'actions du Parti socialiste polonais

LE CONSEIL GENERAL du PPS s'adresse à toutes les structures du parti en les invitant à commencer la discussion programmatique. Dans ce but le Conseil général soumet à la discussion des membres et sympathisants du PPS le projet suivant des principes d'activité du parti dans la période allant jusqu'au congrès statutaire. Il appelle à présenter les remarques, les amendements et les propositions alternatives. Il demande aux structures du parti d'achever la discussion au 31 mars 1988.

1. Le Parti socialiste polonais fut fondé dans le but de prendre la défense des groupes socialement opprimés, afin de parvenir à la libération économique et politique des ouvriers et à la suppression de l'exploitation du travail. Cela ne peut être réalisé qu'en privant la nomenklatura des fruits du travail des travailleurs, des outils et des moyens qui servent à la production matérielle des biens, afin de les remettre aux travailleurs.

Une telle appropriation des travailleurs combinée avec la mise en place de garanties institutionnelles et politiques de ce changement constitue aux yeux du PPS la voie pour remettre sur pieds l'économie polonaise. Pour parvenir à ce but nous créons un parti public et légal à la lumière des normes du droit international et en l'absence de normes appropriées du droit de la République populaire de Pologne (RPP) dans ce domaine.

Ce parti tentera de modifier la Constitution et l'ordre juridique de la RPP et en particulier d'abolir l'hégémonie du Parti ouvrier unifié polonais (POUP) ainsi que le rôle dirigeant d'un quelconque parti, qui sont en contradiction avec la tradition du socialisme démocratique. Nous sommes conscients que la réalisation de ces buts peut impliquer un conflit ouvert avec l'appareil du pouvoir et le système juridique de la RPP, qui ont été conçus de façon à protéger au mieux les intérêts du pouvoir. Les communistes gouvernent la Pologne non par la volonté de la société mais du fait du diktat imposé par une puissance étrangère. C'est pourquoi l'aspiration à ce que la société puisse choisir librement le système

d'opinions qui lui convient justifie pleinement le recours aux méthodes de désobéissance civile.

2. Face à l'approfondissement de la crise économique et face à l'attitude des autorités qui mènent une politique de plus en plus anti-ouvrière et anti-socialiste, le droit à l'autodéfense est un droit naturel des travailleurs. La force et la violence des formes de protestation restent proportionnelles aux coups portés aux droits et aux intérêts des travailleurs. Le PPS ne se limitera pas au soutien moral des revendications sociales. La tâche du parti est de participer aux actions revendicatives, de les inspirer et de les organiser. Dans la situation sociale dramatique actuelle, la place des membres du PPS est parmi les travailleurs en grève, dans les comités constitutifs de Solidarité, au sein des organes d'auto-gestion des travailleurs, aux côtés des opprimés et des exploités.

3. Le PPS considère comme une tâche particulièrement importante de soutenir les organisations d'entreprises du syndicat Solidarité. Car Solidarité est l'arme principale dans la lutte pour les droits des travailleurs. On peut dire sans exagération que de la force du syndicat dépend la prospérité et le bien-être de l'immense majorité des Polonais, dont l'existence n'est fondée ni sur le profit ni sur la participation à l'appareil du pouvoir, mais sur leur travail. C'est pourquoi nous pensons qu'il serait désastreux d'affaiblir le caractère syndical de Solidarité et de le transformer en un mouvement social ou un parti politique.

4. L'abolition du pouvoir communiste en Pologne n'est possible qu'avec la coopération des mouvements démocratiques dans tous les pays du bloc oriental. La domination de la nomenklatura du parti dans les Etats de l'Europe centrale et orientale est cimentée par la coopération au sein du Pacte de Varsovie et du COMECON. Une lutte efficace pour la liberté, l'indépendance, la démocratie et la justice sociale implique donc la coor-

dination des luttes des sociétés opprimées. Les sociétés et leurs organisations indépendantes peuvent être pour le PPS des partenaires de discussion et des alliés. Les élites du pouvoir communiste en Pologne, en Roumanie et en Hongrie mais aussi dans d'autres pays communistes essayent de se sauver en employant des méthodes brutales d'exploitation, inspirées du stade précoce du capitalisme. Ils bradent les richesses naturelles et cherchent à attirer à tout prix le capital étranger en offrant une main-d'œuvre à bon marché.

5. Après de longues années d'existence dans l'émigration le PPS a été reconstruit dans le pays. Le PPS en exil fait partie de l'Union des partis socialistes d'Europe centrale et orientale. Nous espérons qu'à l'instar du PPS les partis socialistes seront reconstruits dans ces autres pays. Le PPS soutiendra des activités visant ce but par tous les moyens à sa disposition. Le monde capitaliste et les pays communistes sont séparés par un immense gouffre technologique. Il se reflète dans l'état du développement de l'économie et dans la structure sociale, ce qui fait qu'une série de problèmes qui se posent aux partis socialistes et sociaux-démocrates de l'Europe occidentale sont pour le PPS des questions d'avenir. Nos problèmes politiques et économiques actuels peuvent être plus faciles à comprendre pour les partis du Tiers-monde, mais le PPS avait toujours pris part de manière significative aux travaux du mouvement socialiste international. Nous croyons pouvoir nous retrouver aujourd'hui dans la famille mondiale des partis socialistes. Le PPS espère qu'il pourra prendre part aux discussions programmatiques parmi les partis socialistes européens, en poursuivant ainsi la contribution des socialistes polonais - Niedzialkowski, Ciolkosz, Gross (auteur de publications sur la seconde révolution technologique, ndlr) et d'autres - aux travaux de l'Internationale socialiste. ■

Varsovie, le 14 février 1988

Le Conseil général du PPS

Zbigniew Chedoszko (Szczecin),
Zuzanna Dabrowska (Wroclaw),
Piotr Ikonowicz (Varsovie),
Grzegorz Ilka (Varsovie),
Artur Koszykowski (Cracovie),
Andrzej Kowalski (Wroclaw),
Agata Michalek (Cracovie),
Cezary Mizejewski (Varsovie),
Jacek Pawlowicz (Plock),
Jozef Pinior (Wroclaw),
Malgorzata Poszulak (Wroclaw),
Tadeusz Rachowski (Varsovie).



NICARAGUA

Tragiquement seul

L'ANNONCE, coup sur coup, de la levée de l'état d'urgence, de propositions de cessez-le-feu avec la contra et de mesures économiques d'urgence souligne les difficultés extrêmes que doit affronter la révolution nicaraguayenne. Le défi lancé par les sandinistes depuis les accords d'Esquipulas permettra-t-il de rompre l'isolement qui, depuis sept ans, étouffe ce peuple qui a voulu vivre ?

Michel THEVENAZ

SUR UN POINT en tout cas, l'initiative politique prise par les sandinistes depuis août dernier a porté ses fruits. Même si, de Reagan à Arias en passant par l'opposition intérieure (1), les sandinistes "n'en feront jamais assez", le Nicaragua a démontré sa volonté d'appliquer les accords du processus de paix.

"La guerre est féroce"

Les accords prévoyaient une démarche simultanée des cinq pays centro-américains dont le Honduras n'a pas fait le premier pas, le Guatemala un pas de danse et le Salvador un pas en avant et deux pas en arrière (2). Le plan de paix est en train de "se convertir en une série de revendications adressées au seul Nicaragua" (3) et l'avion de ravitaillement de la contra, abattu le 23 janvier en provenance d'une île hondurienne, "confirme que les pays voisins continuent de fournir un appui logistique à la contra en violation des engagements pris par les cinq Etats signataires du plan de paix" (4). Malgré cela, les avancées du Nicaragua se sont poursuivies, la liberté de presse s'est étendue (5), l'opposition circule et manifeste, le statut d'autonomie progresse sur la côte atlantique, etc.

Mais tous ces gages de bonne volonté

n'ont pas fait cesser la guerre. Certes Washington vient de suspendre les crédits à la contra. Mais déjà, on étudie une aide de quelques millions pour nourrir, vêtir et soigner ses combattants par l'intermédiaire de la Croix-Rouge et le général américain à la retraite, J.K. Singlaub, lié à l'Irangate annonce que des organismes privés vont poursuivre l'aide (6). Déconsidérée sur le plan internationale, la contra n'a en effet pas perdu toutes ses forces. Umberto Ortega, ministre de la Défense nicaraguayen, a affirmé, au terme de l'offensive de fin d'année, que "la guerre reste plus féroce que jamais" (IHT, 23 décembre

1) Principalement regroupée dans la Coordination démocratique nicaraguayenne (CDN) plusieurs dirigeants, dont le co-directeur de *La Prensa*, ont rejoint la contra au Guatemala en janvier.

2) Depuis l'assassinat du président de la Commission des droits de l'Homme, Anaya, les victimes des escadrons de la mort se multiplient au Salvador.

3) *International Herald Tribune* - IHT, 21 janvier 1988.

4) *Le Monde*, 26 janvier 1988.

5) "Il existe une véritable liberté de presse depuis la réouverture, fin janvier de huit stations de radio et de plusieurs revues". *La Prensa* tire à 100 000 exemplaires (autant que *Barricada*) et une de ses journalistes affirme : "Nous sommes libres d'écrire ce que nous voulons" tout en disant avoir peur d'affronter les pro-sandinistes durant ses enquêtes (*Le Monde*, 12 février 1988). L'opposition se plaint du manque d'argent pour sa presse et ses radios, mais l'agence ANN (pro-gouvernementale) a aussi dû, vu la crise, réduire fortement son budget.

6) IHT, 5 et 6 février 1988. La proposition d'aide humanitaire a été avancée par Jim Wright qui a fait campagne contre l'aide militaire demandée par Reagan et le prix Nobel de la paix, Arias, ne considère pas cette aide "humanitaire" comme une violation des accords de paix (IHT, 8 février 1988).

1987) et si, au début de 1987, on comptait 25 accrochages par semaine, on en a recensé 90 depuis juin. Deux éléments permettent de l'expliquer. D'abord, les cent millions de Reagan ont porté leurs fruits : "Les dirigeants de l'armée sandiniste admettent que les contras ont eu des succès avec l'aide US..." - précise la même source. Ensuite, dans les régions centrales du pays comme à la frontière hondurienne, dans les zones peu peuplées et mal desservies où la réforme agraire n'a guère pénétré et où les anciennes dépendances de chefs locaux subsistent, la contra a pu prendre l'initiative en tablant sur le mécontentement de paysans qui n'ont guère vu changer les choses depuis 7 ans, si ce n'est plutôt empirer (marché désorganisé, guerre).

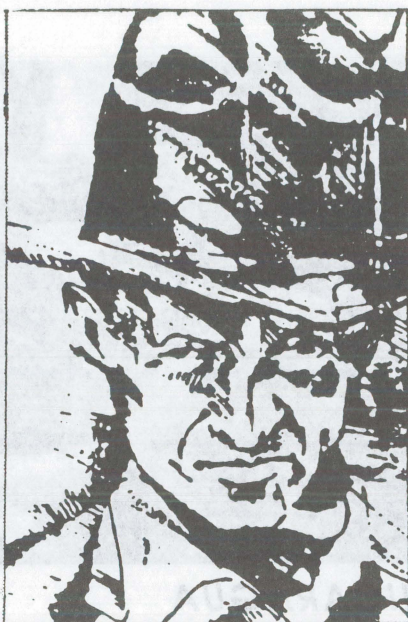
On comprend mieux dès lors, l'initiative actuelle des sandinistes pour un cessez-le-feu. L'expérience de la Côte atlantique, où le statut d'autonomie et l'intégration offerte aux rebelles (qui restent armés) a rallié plusieurs chefs miskitos importants (7), peut servir d'exemple. Les 10 000 km² offerts par Ortega aux contras, à condition qu'ils signent un cessez-le-feu, visent à négocier leur réintégration au moment où les mercenaires stationnés à l'étranger voient l'aide américaine mise en question. La partie est serrée, mais elle peut aboutir et l'Internationale socialiste offre ses "bons offices"(8).

Un prix Nobel de la paix...

La poursuite de l'agression américaine combinée au "plan Arias" accentue donc l'objectif des accords d'Esquipulas, la mise en place d'une "démocratie", par quoi tout le monde entend exclusivement le droit de l'opposition bourgeoise à "prendre sa part" du pouvoir, quitte à chasser les sandinistes. Le démocrate-chrétien R. Acevedo, ministre des Affaires étrangères d'un pays enfoncé dans la guerre américaine - le Salvador - crie haut et clair : "Ce que nous voulons avec le plan de paix, c'est forcer le Nicaragua à devenir social-démocrate"(9). Et le prix Nobel de la paix, à peine Washington a-t-il reporté son aide à la contra, n'en réclame rien moins à Ortega que "l'abolition du contrôle du FSLN sur les forces armées, comme le demande l'opposition politique civile", appelant à "exercer une pression morale, diplomatique et politique sur Managua" (IHT, 8 février 1988). Et les pressions sur Duarte, Cerezo, Azcona ? Le Monde, déjà cité, conclut à juste titre que le plan Arias est devenu "un moyen d'affaiblir les sandinistes sans que Washington ait à payer les coûts humains et politiques d'une intervention militaire".

La révolution nicaraguayenne n'a pas seulement été seule à faire des pas concrets vers la paix, elle reste tragiquement seule au milieu d'un concert de cynisme et d'hypocrisie qui doit couvrir le bruit des bottes et des canons !

Toute l'histoire de ces huit dernières années est celle des pressions militaires, diplomatiques et économiques pour étouffer



fer une révolution et avec elle le droit d'un peuple à sa dignité et à sa souveraineté dans un peu plus de justice sociale. La guerre et le boycott économique ont coûté, selon Barricada (10), 3, 5 milliards de dollars au pays, soit mille dollars par habitant. En outre la moitié du budget de l'Etat doit être consacrée à la défense.

Cette donnée éclaire le problème de la crise économique que connaît le pays, mais elle ne peut s'expliquer uniquement par les effets de la guerre et du blocus. Comme tous les pays centro-américains, la chute des prix sur le marché mondial l'aggrave. Mais ce cadre général une fois défini, des problèmes structurels se posent et se sont rapidement aggravés depuis 1985.

Le taux d'inflation, de 30 à 50% jusqu'à cette date, est monté en flèche (300% en 1985, 700% en 1986, 1 500% en 1987) tandis que le taux de croissance de la production par habitant a été négatif depuis 1984. Le Nicaragua produit trop peu tandis que trop de monnaie circule, favorisant la spéculation et le marché noir, dont tous ont besoin pour vivre. L. Ruiz président de la Confédération patronale (COSEP) dans l'opposition, explique que la loi votée en décembre pour favoriser l'investissement étranger "aussi parfaite et bien conçue qu'elle soit avec toutes ses garanties, concessions et privilèges (ratriement des bénéfices, par exemple) n'aura aucun résultat positif pour le pays si auparavant ne se créent des conditions socio-politiques qui donnent confiance aux investisseurs étrangers" (11). Le capital privé, étranger ou de la bourgeoisie nicaraguayenne, qu'elle soit en exil ou exporte ses bénéfices depuis le pays, boude le Nicaragua, même si le secteur privé produit toujours la moitié du PNB.

La révolution sandiniste était consciente de cet obstacle et comptait, tout en conservant un système "d'économie mixte", stimuler la production par le secteur public : agriculture d'exportation, apports multiples à la réforme agraire, subventions des denrées de base, systèmes de santé et d'éducation. Mais le constat est là : dans un aussi petit pays, dépendant du

marché mondial et soumis à l'agression américaine, entouré de pays en crise aussi profonde que lui (12), les possibilités de relance par le secteur public sont nécessairement limitées et se retournent finalement en inflation galopante. Celle-ci mine la base sociale que le régime voulait justement protéger. Les salaires réels ont baissé de 30% et un économiste, Mayorga, "prédit que d'ici quelques mois les paysans refuseront de fournir leurs récoltes plutôt que d'accepter des cordobas qui partent en fumée en quelques jours ou quelques semaines" (13). Les manifestations de ces dernières semaines ne sont, de ce point de vue, pas seulement des "manœuvres de l'opposition", mais tout au moins l'ex-pression d'une lassitude de la guerre et d'un besoin urgent de rétablir le fonctionnement du marché. Ceci explique les mesures économiques d'urgence adoptées en février. Mais l'introduction d'une nouvelle monnaie - qui revient de fait à une dévaluation de plus de 500% du cordoba et à des mesures d'épargne forcée (14) - n'est qu'un sursis. Les prix de 30 produits de base ont été relevés, ainsi que l'eau, l'électricité et les combustibles. Ce programme drastique, prévisible depuis longtemps, peut stabiliser la consommation de ceux qui travaillent mais place tous ceux qui vivaient du marché noir ou d'un travail marginal et instable, dans une situation dramatique et le secteur public ne peut leur offrir d'emplois.

La seule chance, la paix

Cette crise aiguë explique tout autant que les problèmes militaires l'insistance des sandinistes à obtenir un cessez-le-feu. La paix est la seule chance, pour le Nicaragua, non seulement de diminuer son budget militaire mais surtout de voir revenir un peu d'aide internationale, sous forme bilatérale ou multilatérale, directement au pays ou dans le cadre de programmes sur l'ensemble des pays centro-américains.

Il n'est guère besoin d'expliquer longuement que notre tâche ici est de redoubler la solidarité pour rompre l'isolement du Nicaragua.

**La Brèche ;
26 février 1988.**

7) Par l'intermédiaire de H.J. Wischniewski (RFA) : Les contras devraient se regrouper dans trois régions, au Nord, au Centre et au Sud du pays de 10 000 km² au total et déposer les armes sous contrôle international. Il y aurait une amnistie (...) Il leur faut bien sûr des garanties, la participation au processus politique par exemple". (interviewé par Stern).

9) Le Monde, 26 janvier 1988.

10) 4 décembre 1987, cité par Inforpress Centroamericana, 17 décembre 1987. 750 millions de dollars de dégâts dus à la guerre et 608 millions dus au boycott.

11) ICA, 28 janvier 1988.

12) "La dépression économique des pays centro-américains reste un facteur qui alimente en retour les déséquilibres internes au Nicaragua (...) contrairement au grand dynamisme antérieur de la demande du Marché commun centro-américain", note le bilan économique de ICA, 12 novembre 1987.

13) Christian Science Monitor, 1er février 1988.

14) La nouvelle monnaie n'est échangée que jusqu'à un montant de 200 dollars, le reste devant être déposé en banque, ceci pour réduire d'un coup la monnaie en circulation.

La "démocratie" musclée

Les résultats du scrutin du 28 février (1) sont si grossièrement frauduleux que la population, en particulier les étudiants et lycéens en masse, est descendue dans la rue, se heurtant aux gendarmes, à l'état d'urgence et au couvre-feu. Nous publions ci-dessous une interview, recueillie à la veille du scrutin, de Landing Savané, dirigeant de l'organisation d'origine maoïste And-Jeff et candidat à l'élection présidentielle de février 1988. Il était soutenu par l'Organisation socialiste des travailleurs (OST), section sénégalaise de la IVe Internationale (Cf. *Inprecor* numéro 258 du 1er février 1988).

■ INPRECOR : Quelle analyse fais-tu de la situation au Sénégal ?

- Je crois que fondamentalement, il y a deux aspects sur lesquels insister : le premier, le plus ancien, c'est que le Sénégal est un pays néocolonial c'est-à-dire un pays qui a eu son indépendance au début des années 60 mais qui est resté pour l'essentiel sous la domination française. Le second est lié au diktat du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (BM).

La question de la dette est à la base de l'intervention du FMI et de la BM dans notre pays, mais nous savons que la vraie cause de la crise tient à la gestion néocoloniale du pays au cours des vingt dernières années, et qu'elle se manifeste dans tous les domaines de la vie économique du pays à travers la mise en place de la "nouvelle politique agricole (NPA), la "nouvelle politique industrielle" (NPI), "l'Ecole nouvelle" (EN) et autres "nouveauautés" qui se caractérisent par le fait que c'est le peuple qui doit payer de sa sueur et de son sang le prix de ces nouveautés, alors que la bourgeoisie s'enrichit de façon éhontée, grâce à l'endettement et à la crise.

■ Comment caractérisez-vous la politique actuelle du Président Abdou Diouf à travers les NPA et NPI ?

La démarche du gouvernement sénégalais rejoint celle de beaucoup d'autres pays africains et du Tiers-monde en général. Abdou Diouf se vante d'être "l'élève modèle" du FMI et de la BM. Qu'est-ce que cela veut dire concrètement ? C'est d'abord une politique globale d'ouverture sur le marché mondial avec des mesures supprimant toute protection de l'économie et de l'industrie nationales ce qui, au niveau social, se traduit par une série de mesures contre la protection sociale de la classe ouvrière. Le Code du travail est révisé et les quel-

ques garanties qui restaient encore à la classe ouvrière sont liquidées. L'abrogation des mesures de protection de la payannerie est présentée comme une politique de responsabilisation et se traduit par l'arrivée de nouveaux intermédiaires commerciaux qui nous rappellent ceux de la période coloniale. Jusqu'à la mise en œuvre de la NPA, c'était l'Etat qui était responsable de la collecte et de la commercialisation de la récolte d'arachide. Il s'en est retiré et a mis en place des entreprises de stockage privées, contrôlées par toute une race d'opérateurs néo-coloniaux. Finalement, c'est le paysan qui va devoir payer ce changement car, d'une part, les points de collecte de l'arachide sont beaucoup moins nombreux et d'autre part, ces affairistes trouvent divers moyens de spéculer au détriment du paysan et paient l'arachide en dessous du prix officiel.

■ Dans le domaine industriel, comment se manifeste le désengagement de l'Etat ?

- Dans ce domaine, il y a une politique de privatisation avec le lancement public et officiel d'une liste d'entreprises qui doivent être dénationalisées. Ce qui est intéressant, ce n'est pas seulement cette politique de privatisation, mais aussi les résultats d'une politique d'ouverture sur le marché mondial qui se caractérise par une crise de l'industrie, des sociétés nationales. Des entreprises qui opéraient ici avaient créé un certain nombre d'emplois. Avec la liberté d'importer, accordée un peu à tous sans un minimum de garanties, on constate que beaucoup d'entreprises voient leur production s'effondrer et sont amenées à licencier du personnel, à restructurer d'une manière ou d'une autre en utilisant la NPI comme prétexte.

■ Quelles mesures concrètes prend Abdou Diouf pour appliquer les directives du FMI et de la BM ?

Au Sénégal, depuis 1979, nous sommes entrés dans la dynamique de "développement-modèle FMI" avec le Plan de redressement économique et financier. Comme les objectifs n'ont pas été atteints, on nous a imposé un plan d'ajustement à moyen et long termes qui a débuté en 1985 et doit durer jusqu'en 1992. Il ressemble au modèle unique que la BM et le FMI mettent en œuvre dans divers pays, et va se traduire - pas dans l'immédiat - par des mesures draconiennes dans tous les domaines. Nous allons profiter de la campagne électorale pour mettre en garde les travailleurs et les préparer à affronter ces mesures. En ce qui concerne l'administration, il est question d'organiser une "déflation" de la fonction publique : des enquêtes ont été menées, le ministre du Plan a parlé de 25 000 fonctionnaires en trop.

Au Sénégal, le chômage est massif, il y a peu de garanties pour les travailleurs, c'est une contrainte importante et un facteur d'affaiblissement du mouvement syndical. Les travailleurs hésitent à s'engager dans des luttes ouvertes face aux agressions patronales. La plupart des grèves de ces dernières années ont fourni l'occasion au patronat de procéder à des licenciements massifs : dans la chimie, le sucre, et les huileries.

■ Les difficultés pour engager des luttes et les conditions difficiles de leur déroulement se traduisent-elles par un reflux des luttes au Sénégal ?

- Il y a eu un reflux relatif des luttes ces dernières années, en comparaison de la fin des années 70, où il y a eu de grandes luttes de masse dans de nombreux secteurs. Les travailleurs mettent au point d'autres formes de luttes. Même à travers ce syndicat "jaune" officiel qu'est la Confédération nationale des travailleurs sénégalais (CNTS), ils exercent le maximum de pression pour arrêter la mise en marche de l'infamie machine du FMI. Mais il y a aussi des formes d'organisation dont nous faisons l'expérience et que les révolutionnaires s'efforcent d'appliquer pour arriver, à plus long terme, à une coordination des luttes car les luttes isolées sont vouées à l'échec dans la conjoncture actuelle d'après l'expérience même des travailleurs.

■ Parle-t-on de Comités de grève, de délégués révocables, etc. Peut-on parler de redécouverte des traditions du mouvement ouvrier ?

- On ne peut pas parler de redécouverte des formes de lutte du mouvement ouvrier, et souvent les luttes ne sont pas le fait des syndicats. Souvent, ce sont des grèves spontanées, où les travailleurs les plus avancés incitent à la constitution de comités de grève, dirigeant d'une manière ou

(1) 71% pour Abdou Diouf, 21 ou 24% (le chiffre ayant changé après le début des émeutes) pour le Parti démocratique sénégalais (PDS) d'Abdoulaye Wade, qui est le principal bénéficiaire électoral du mécontentement populaire.

d'une autre ces grèves, même si le syndicat arrive à instaurer un dialogue, une concertation avec ces différentes directions qui se sont mises en place avec les mouvements de masse.

Mais les formes d'organisation actuelles sont masquées par le niveau de répression. Le quadrillage policier des entreprises est tel, avec la mise en place des comités d'entreprise du Parti socialiste, (Parti au pouvoir - ndlr) que les camarades sont obligés de choisir des formes semi-clandestines d'organisation pour arriver à influencer, de façon significative, sur le mouvement sans pour autant risquer d'être éliminé. L'expérience des dernières années nous a montré que c'est lorsque les camarades sont bien en vue dans les structures syndicales officielles qu'ils sont très vite balayés des entreprises. C'est ce bilan qui a été tiré. Nous mettons en place quelque chose de nouveau qui puisse tenir le coup dans la situation actuelle.

■ N'y-a-t-il pas possibilité d'une candidature unitaire au niveau des organisations qui se réclament du marxisme ?

- Apparemment la situation de la gauche est très mauvaise. Mais, il y a eu de grands progrès au cours de ces dernières années. Il y a quelques années, les organisations de gauche, n'avaient aucune relation. Elles ne pouvaient même pas se parler, s'asseoir autour d'une table. Aujourd'hui, toutes les organisations de l'opposition et celles de la gauche, en particulier, ont montré qu'elles étaient capables de dialoguer. Elles discutent. C'est déjà un grand progrès qui nous permettra de nous rapprocher sur un certain nombre de points.

Mais cela n'a pas été suffisamment rapide pour que nous emprunions une même voie sur le plan électoral.

La gauche existe au Sénégal et doit pouvoir faire entendre sa voix.

Par ailleurs, il existe des cadres d'unité d'action qui, malgré les divergences tactiques sur les élections, vont poursuivre leur fonctionnement. C'est le cas du Comité national pour la révision du Code électoral, cadre assez vaste qui regroupe 10 organisations et connaîtra certainement des mutations, mais qui a affirmé lors de sa dernière réunion, sa volonté de continuer. Il y a aussi l'Alliance démocratique sénégalaise (ADS) qui existe depuis plus longtemps et qui continuera au-delà des échéances électorales.

Il faut persévérer dans la voie de l'unification des organisations de gauche pour affirmer un pôle révolutionnaire.

■ Il y a aujourd'hui une mobilisation des lycées au Sénégal : grèves tournantes, etc., mais aussi une répression : délégués d'élèves arrêtés et menacés. Quels sont les motifs de ces mobilisations récentes ?

- Tout ceci reflète, la situation de crise de l'école sénégalaise, l'échec de l'"école nouvelle" du gouvernement et qui n'était

en réalité "nouvelle" que parce qu'elle est une école de la BM et du FMI, une école anti-peuple.

Tout le secteur social est frappé par la décrépitude. La Santé est devenue payante. Les paysans payent pour des consultations, et n'ont pas droit à des médicaments en contre-partie. Les internats et les cantines scolaires sont fermés depuis quelques années dans un pays où les parents n'ont pas de moyens. Les plus pauvres pouvaient auparavant s'en sortir dans la mesure où l'internat fournissait à l'élève quelques vêtements. Tous ces acquis ont été liquidés purement et simplement.

■ Dans la CNTS, que tu as qualifiée de syndicat "jaune", il y a des militants qui essaient de faire un travail allant dans le sens des intérêts réels des travailleurs. Quelle est votre stratégie pour la construction d'un mouvement syndical indépendant ?

- C'est une question très compliquée. Dans le milieu intellectuel et petits bourgeois, la construction d'un syndicat autonome a été jusqu'à présent assez facile : parmi les enseignants, les élèves, dans la santé (infirmiers), de l'électricité, etc.

Mais dans le milieu ouvrier, c'est la CNTS qui est totalement majoritaire. Les militants révolutionnaires ont essayé de créer un syndicat autonome ou d'en renforcer un qui existait déjà. Cette expérience a tourné court car cette direction syndicale s'est avérée être une direction

corrompue. Le syndicat a éclaté sur les divergences des organisations de gauche qui y intervenaient. Il faut le déplorer. Actuellement, on parle de nouveau de la création d'une centrale syndicale autonome. Mais tant que certaines organisations de gauche penseront qu'une telle confédération ne peut avoir de légitimité que si l'on s'assure une hégémonie a priori sur cette organisation, alors il n'y aura pas de centrale unie suffisamment forte et combative. Nous pensons qu'il faut vivre ensemble et apprendre à respecter les rapports de force réels dans une centrale syndicale, et ne pas vouloir imposer une légitimité qui n'a rien à voir avec le mouvement lui-même. C'est une des plaies du mouvement démocratique sénégalais, malheureusement.

Mais nous devons encore travailler dans cette direction car la CNTS, malgré les secteurs combatifs qui existent en son sein, est incapable de prendre en charge les intérêts des travailleurs. Une centrale autonome nous semble réellement être l'instrument adéquat. L'intégration des secteurs décisifs dans cette centrale autonome est un véritable défi pour les organisations révolutionnaires. Elles doivent le relever dans les meilleurs délais. ■

Propos recueillis
par J.L. Pétillon
Janvier 1988.

APPEL DE LANDING SAVANE CANDIDAT AUX ELECTIONS PRESIDENTIELLES DU 28 FEVRIER

A TOUS LES DEMOCRATES

Candidat à l'élection présidentielle du 28 février 1988, je lance un appel à toutes les forces progressistes et à tous les démocrates dans le monde. La démocratie au Sénégal court en effet de graves dangers du fait de l'irresponsabilité du régime de Abdou Diouf.

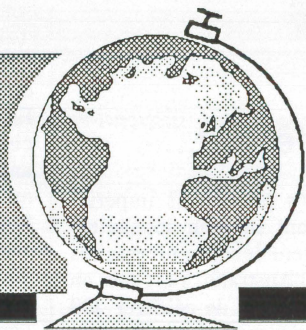
Déjà vers la fin de la campagne électorale, affolé par la méfiance généralisée des masses vis-à-vis de son pouvoir, le candidat Diouf s'était mis à proliférer publiquement des menaces contre les partis d'opposition, allant même jusqu'à traiter leurs dirigeants de "bandits de grand chemin". Cherchant délibérément à remettre en cause les libertés conquises de haute lutte par le peuple sénégalais, il s'est engagé à "assainir la démocratie" et à "extirper les mauvaises herbes".

Ayant, par des fraudes massives, opéré un véritable brigandage électoral, il a fait proclamer les résultats officiels du scrutin du 28 février en s'octroyant une victoire écrasante tant aux présidentielles qu'aux législatives. Tout le peuple sénégalais, tous les observateurs avertis sont unanimes : aucun crédit ne peut être accordé à ces résultats truqués, fantaisistes et ridicules. Abdou Diouf lui-même est tellement conscient de l'indécence de ces résultats et de sa propre impopularité qu'il a décidé, avant même leur proclamation, de fermer l'université de Dakar ainsi que tous les établissements scolaires, pour finir par décréter, le lundi 19 février, l'état d'urgence et le couvre-feu dans la région de Dakar, "ce, jusqu'à nouvel ordre". (...)

Tous ces événements mettent à nu le véritable visage de la "démocratie sénégalaise", tant vantée et que certains ont voulu, jusqu'à récemment présenter comme un modèle et une perle rare en Afrique. En ces instants graves, je lance un appel à toutes les forces démocratiques éprises de paix et de justice, notamment à celles qui se réclament des idéaux du socialisme et de la démocratie pour qu'elles élèvent leur voix et exigent de Diouf et de son Parti socialiste, la levée de l'état d'urgence, l'arrêt de la répression, et le respect de la volonté populaire. ■

Dakar, mardi 1er mars 1988.

EN
BREF...



UNION-SOVIETIQUE

Hippie-Hippie-Houra !

Un texte intitulé L'idéologie des hippies soviétiques-1967-1987, a été publié dans le journal samizdat de Moscou Au jour le jour (juillet 1987). Nous publions des extraits de ce texte, repris de l'Ukrainian Peace Committee (21 janvier 1988).

Les hippies sont apparus pour la première fois en URSS vers la fin des années 60. Plusieurs facteurs y ont mené : 1) Désaccord avec la situation actuelle ; 2) Désaccord avec le monde adulte et sa morale ; 3) Désaccord avec l'approche philistine du mode de vie.

Au début des années 70, la jeunesse était préoccupée par les problèmes de ce monde, de ses idéaux et de ses opinions. Elle cherchait à se créer une vie sociale propre et même à former des groupes, partageant état d'esprit et opinions. Nous avons formé des alliances avec d'autres villes et au bout d'un moment d'autres groupes de jeunes ont émergé avec leur propre culture et leurs propres points de vue pour contrebalancer ceux de notre société qui ignore les relations claires et sans malice entre les gens.

A ce moment là, les autorités ont commencé à lutter contre ce phénomène. Des gens furent exclus de leur école ou de leur travail à cause de leur apparence. La milice se mit à arrêter les gens parce qu'ils avaient les cheveux longs, et elle les traitait sans ménagements. Une campagne fut lancée pour accuser les hippies d'antisoviétisme, de dissidence et de soumission à la culture bourgeoise, "importée de l'étranger" (c'est-à-dire les Etats-Unis). Nous étions engagés dans une bataille permanente avec les Jeunesses communistes (Komsomol), la milice, et bien d'autres organismes de "sécurité", voulant combattre des éléments qui leur semblaient l'incarnation du diable essayant de s'interposer dans la construction du communisme.

Malgré ces persécutions, le mouvement a survécu et a exigé la fin de la discrimination. Il a commencé à développer ses propres formes artistiques : musique, théâtre, films d'amateurs. Cela, en retour, eut une influence sur la conscience des gens et sur la société dans son ensemble. Des centres hippies comme celui de Tal-

lin, capitale de l'Estonie, apparurent un peu partout. Notre idéologie était, sous bien des angles, similaire au modèle occidental.

L'idéal hippie est une société d'égalité et de fraternité où les différences entre nations n'existeraient pas et où l'amour serait la relation de base entre les gens. Ceci n'est pas une utopie, c'est une réalité, destinée avant tout, à nous sauver de la peur d'une confrontation nucléaire, qui pèse sur notre vie.

(...) Nous voudrions prendre pleinement part à la restructuration de la société.

Nous avons finalement été reconnus et semi-officialisés, mais cela ne suffit pas. On nous permet la critique, mais pas l'action. Nous demandons la formation de groupes de contrôle national qui surveilleraient les organismes de sécurité et l'appareil répressif.

(...) Nous demandons que les groupes d'opposition soient représentés dans les soviets locaux et dans les autres organes de pouvoir, et qu'ils soient autorisés à se prononcer ouvertement et librement. On devrait leur permettre de publier leurs journaux, d'apparaître à la télévision et à la radio et de voyager à l'étranger.

Nous ne voulons pas être laissés en marge du mouvement pour la démocratisation. La situation nous rappelle celle de la Pologne en 1980-1981.

Dans les dernières années, le mouvement hippie a connu une renaissance en URSS. Depuis 1985, il a grossi et pris une part active aux protestations, surtout à Moscou, Léninegrad, Lvov et dans les villes baltes. Notre Manifeste a été publié. Il est consacré aux vingt années de notre mouvement et s'intitule "Du système à Dieu". Nous publions des journaux samizdat consacrés aux questions de la contre-culture.

Les sujets dont nous avons traité ci-dessus ne forment qu'une petite part de ce qui nous préoccupe et nous intéresse. Nous espérons que nos opinions sur la vie ne vous trouvera pas indifférents à notre cause, à notre lutte contre les forces du conservatisme et du conformisme, etc.

Notre appel s'adresse à toutes les personnes de bonne volonté. Nous invitons tous ceux qui voudraient en savoir plus sur la vie et les luttes des hippies soviétiques à lutter avec nous pour un monde débarrassé de la guerre, de la répression et de l'exploitation de l'homme par l'homme".

PEROU

Naissance de l'Assemblée nationale populaire

En présence de plus de 3 000 délégués, représentant des organisations syndicales, populaires, étudiantes, paysannes, des Centres d'études, des intellectuels et des députés, sénateurs et militants des forces politiques de la gauche péruvienne, l'Assemblée nationale populaire (ANP) s'est constituée en novembre dernier, comme instrument de centralisation des luttes, et selon ses organisateurs, comme "instrument et alternative de pouvoir pour les masses populaires".

Des délégations venues des coins les plus reculés du pays, du Cuzco, et des villages de l'Ayacucho, jusqu'aux banlieues de Lima ont discuté avec ferveur, pendant quatre jours, des problèmes centraux qui se posent dans la conjoncture ouverte par la profonde crise du régime d'Alan Garcia. Toutes les analyses tendaient à démontrer que malgré les illusions qui, à un certain moment, ont pu donner naissance au gouvernement apriste, dorénavant de larges secteurs des masses le considèrent comme l'ennemi fondamental à combattre, le représentant du capital et de l'impérialisme. L'Assemblée nationale populaire a voté une grève civique générale pour le mois de février, contre la politique de famine et de répression du gouvernement.

Fraternellement, les délégués ont aussi débattu du programme et de la plate-forme de lutte que devait approuver la réunion. On y trouve la nécessité d'une alternative populaire et nationale à la crise du pays et des questions fondamentales comme celle de la souveraineté nationale et de l'expropriation des monopoles impérialistes ; de la paix basée sur la justice sociale et l'élimination de la militarisation et de la guerre sale ; une politique internationale anti-impérialiste et non-alignée ; et la solidarité avec tous les peuples qui luttent pour leur libération.

Autre problème, assez largement débattu, celui de la direction organisationnelle de l'ANP, quelles instances en feront partie, quel type de délégation de pouvoir et de représentativité aura-t-elle ?

Sur ce point, il a été décidé de constituer un organisme représentatif, de caractère permanent, formé de 37 représentants d'organisations syndicales, paysannes, populaires et régionales avec une présidence collégiale de 7 membres pour assurer sa coordination.

L'Assemblée nationale populaire péruvienne reflète, non seulement un progrès et un développement de la lutte populaire, mais aussi un processus avancé de centralisation des différents secteurs sociaux. Par exemple, la Confédération générale des travailleurs péruviens (CGTP) la Confédération paysanne du Pérou (CCP), la Confédération intersyndicale des travailleurs de la Fonction publique (CITE), le Syndi-

cat national unique des travailleurs de l'Enseignement (SUTEP), et beaucoup d'autres concourent à améliorer la centralisation de ce processus. Les forces politiques de la gauche comme le Parti communiste péruvien (PCP), le Parti d'unification mariatéguiste (PUM), le Parti communiste *Patrie rouge* et l'Union démocratique populaire (UDP), et des regroupements plus petits sont également partie prenante de l'ANP. L'Assemblée reflète aussi une croissance et une consolidation de la gauche radicale, en particulier le PUM et l'UDP qui, de loin, sortent les plus renforcés de cette réunion.

Le débat le plus intéressant, du fait de l'actualité qu'il a en Amérique latine était le suivant : l'ANP est-elle une alternative de pouvoir ou est-ce seulement un mécanisme de centralisation des masses ? C'est un fait que lors des débats de l'Assemblée des positions ont affleuré qui visaient à affaiblir ou limiter les aspects les plus révolutionnaires de l'ANP, mais la grande majorité était d'accord pour caractériser l'ANP comme un embryon de pouvoir populaire, qu'il faut renforcer, développer et opposer au gouvernement bourgeois. Enfin, l'organisation armée Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru a envoyé son salut à l'Assemblée, s'engageant à promouvoir et à développer ses conclusions.

ESPAGNE

Franco pas mort !

Le juge d'instruction de Saragosse a condamné en février dernier, José Antonio Mendizabal, militant de la CNT, le syndicat anarchiste, à quatre mois de prison pour offense à la religion !

Mendizabal, et Telesforo Fuentes figuraient comme signataires de la convocation d'une "manifestation athée", le 10 avril 1987, jour du Vendredi saint. Des membres de la Police municipale ont dénoncé les organisateurs de la dite manifestation comme ayant proféré des paroles contre la religion.

Mendizabal est accusé d'avoir proféré des cris comme "*Vierge du Pilar, au travail*", et "*Religion, malédiction*". De telles phrases, dans l'opinion de ses dénonciateurs et selon la sentence, ont scandalisé des citoyens. Comme on les comprend ! Dans un moment de largesse du juge, (ou d'égarement) Telesforo Fuentes a été absous, car bien que figurant comme signataire de l'appel à la manifestation, il n'était pas présent à la manifestation, étant au travail. L'excuse était mince, certes, mais la loi l'a acceptée. La défense alléga la liberté d'expression et la liberté idéologique dans un Etat de droit, mais visiblement ses arguments ne portèrent pas. Grâce à Dieu, l'Espagne de Juan Carlos est de Felipe Gonzalez est cataloguée dans les démocraties !

AUSTRALIE

200 ans ? Rien à célébrer...

A l'heure où les puissances impérialistes se congratulent sur leur longévité d'exploiteurs et fêtent leurs anniversaires de conquistadors, l'Australie n'est pas en reste et vient, en fanfare, de célébrer 200 ans de génocide, de racisme et d'impérialisme.

Avec l'établissement de la ville de Sydney en 1788, c'est une guerre d'anéantissement qui commençait contre les peuples aborigènes qui habitaient la grande île et qui furent tués, mis en esclavage, empoisonnés, chassés comme des animaux et dépossédés de leurs terres. Comme en Amérique et dans le Pacifique, les maladies introduites par les colonialistes ont tué une grande partie de la population indigène.

Depuis deux cents ans, les communautés aborigènes ont été spoliées de leurs terres, on leur a refusé le droit égal à l'emploi, les droits politiques, l'éducation. Au lieu de l'auto-détermination et de la restitution de leurs droits, ce bicentenaire a vu les brutalités policières et les dizaines d'aborigènes tués ou emprisonnés dans toute l'Australie. La maladie, la mortalité infantile et le malnutrition sont effrayantes même pour les pays les plus pauvres.

La dépossession, la marginalisation et l'appauvrissement des communautés aborigènes continuent aujourd'hui, justifiées par la propagande répandant l'image de leur arriération culturelle, de leur infériorité, de leur paresse. Les colons anglais ont établi une hiérarchie dans le racisme, les indigènes étant placés tout en bas et les immigrants en provenance d'autres pays que la mère-patrie venant occuper les échelons intermédiaires dans la

soumission. Le travail manuel mal payé a d'abord été réservé aux Irlandais, puis aux derniers arrivants : Européens de l'Est et du Sud, Arabes et Turcs, asiatiques du Sud-Est et iléens du Pacifique. L'hystérie raciste et les pogroms, tels les émeutes anti-chinois lors de la ruée vers l'or, ont éclaté à plusieurs reprises pendant 200 ans, le chauvinisme pénétrant souvent les rangs ouvriers.

Comme avec le racisme anti-Noirs, les idées de la suprématie anglo-saxonne et de l'assimilation ne sont que le sommet de l'iceberg du chômage, de la ségrégation dans le logement et l'éducation. Malgré des réformes, la politique d'immigration restrictive de l'Australie reste extrêmement raciste.

Née comme tête de point de l'Empire britannique, l'Australie est devenue une puissance impérialiste cadette avec des responsabilités régionales dans le Pacifique Sud et l'Asie du Sud-Est. Le capitalisme australien est l'ennemi des Papous, des Fidjiens, des Philippines, et plus récemment des travailleurs chiliens. Les troupes australiennes n'ont pas seulement servi l'Empire en Afrique du Sud, au Soudan et en Europe, elles ont aussi combattu les luttes de libération nationale en Malaisie, en Corée et au Vietnam. Les incursions militaires australiennes n'ont jamais été défensives, sauf, peut-on argumenter, contre l'impérialisme japonais rival dans les années 40. L'accueil des bases américaines fait partie d'un réseau nucléaire mondial opposé à la paix mondiale et à l'auto-détermination nationale.

Il n'y a donc rien à célébrer en 1988, si ce n'est 200 ans de rébellion, de luttes défensives de survie des communautés noires, de grèves, d'émeutes dans les prisons, de manifestations de femmes. Il n'y a qu'une seule façon de marquer le centenaire, dans le deuil et la lutte, c'est de rejoindre les aborigènes dans leur combat pour le droit à la terre, à la souveraineté, au simple respect de leur existence. ■

AL-MITRAQA N° 5

vient de paraître

Au sommaire de cette publication des organisations de la Quatrième internationale dans la région arabe (Liban, Tunisie, Etat d'Israël) :

- Le soulèvement palestinien.
- Les contradictions politiques et sociales dans l'Etat d'Israël.
- Liban : vers l'abîme.
- Tunisie : Le coup d'Etat du 7 novembre.
- L'impérialisme et la guerre du Golfe.
- Le discours de Gorbatchev sur l'histoire (SU de la QI).

Pour toute commande ou correspondance, écrire à AL-MITRAQA, 2 rue Richard-Lenoir, 93108 MONTREUIL, FRANCE



العدد 5 - يناير / ديسمبر ١٩٨٧

